

I. 2. b. 10

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ITALIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1971

STATISTIQUES DE BASE DE L'ITALIE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	301.3	Villes principales (1969)	milliers d'habitants
Superficie agricole (milliers de km ²)	212.3	Rome	2 731
Forêts (milliers de km ²)	61.5	Milan	1 702
		Naples	1 277
		Turin	1 177

LA POPULATION

Population résidente en 1970 (milliers)	54 683	Main-d'œuvre (1970)	milliers
Densité au km ²	181	Emploi (1970)	19 571
Accroissement naturel net, moyenne 1963-1970 (milliers)	461	dans l'agriculture	18 956
Taux d'accroissement net par 1 000 habitants (moyenne 1963-1970)	8	dans l'industrie	3 683
		dans les services	8 209
		Émigration nette (moyenne 1963-1970)	7 064
			50

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1970 (milliards de lires)	58 244	Origine du produit intérieur brut en 1970 (au coût des facteurs) :	
PNB par habitant en 1970 (\$ des États-Unis)	1 704	Agriculture	11.6
Formation brute de capital fixe : en % du PNB en 1970	20.2	Industrie	35.1
par tête en 1970 (\$ EU)	387	Construction	6.6
		Services	46.8

L'ÉTAT

Consommation publique en 1970 (en % du PNB)	12.7	Dette publique interne (par rapport aux recettes courantes de l'Administration centrale en 1970)	93.4
Recettes courantes de l'État en 1970 (en % du PNB)	32.3	Investissement de l'ensemble des administrations en 1970 (en % des investissements totaux)	10.4

LE NIVEAU DE VIE

Consommation de viande (kg par an, par habitant) (1969)	48	Consommation d'acier (1970) (kg par an, par habitant)	382
Salaire horaire brut moyen des ouvriers dans l'industrie en 1970 (lires)	818	Nombre, par 1 000 habitants, (1969) de :	
Production d'énergie (1970) (kWh par an, par habitant)	2 151	appareils téléphoniques	157
		récepteurs de télévision	166
		voitures	166

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (en % du PNB, moyenne 1969-1970)	20	Importations de biens et services (en % du PNB, moyenne 1969-1970)	22
Principaux produits exportés (moyenne 1969-1970, en % des exportations totales) :		Principaux produits importés (moyenne 1969-1970, en % des importations totales) :	
Machines	28	Produits alimentaires	19
Tissus et articles en matières textiles	12	Machines	18
Produits chimiques	12	Métaux, minéraux et ferraille	15
Produits alimentaires	9	Pétroles et combustibles	12
Véhicules automobiles	9	Produits chimiques	9

LA MONNAIE

Unité monétaire : la lire

Unités monétaires par dollar des États-Unis :

625

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ITALIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement.

L'examen annuel de la situation de l'Italie
par le Comité d'Examen des Situations Economiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 25 juin 1971.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution économique actuelle	6
II Mesures de politique économique	19
III Perspectives à court terme	27
IV Mesures de réforme	33
V Problèmes de politique économique et conclusions	41
<i>Annexe Estimation de la structure des coûts et des recettes des entreprises manufacturières</i>	49
Annexe statistique	57

TABLEAUX

TEXTE :

1 Origine et utilisation des ressources	8
2 Investissements fixes par secteur 1968-1970	11
3 Emploi	13
4 Prix et salaires	14
5 Balance des paiements :	
(a) Données annuelles et trimestrielles	17
(b) Mouvements de capitaux	18
6 Comptes consolidés du secteur public	20
7 Monnaie et crédit :	
(a) La base monétaire	24
(b) Situation globale des banques	25
(c) Financement extérieur des entreprises	26
8 Ressources affectées aux services sociaux et à l'infrastructure	34
9 Principaux éléments de la construction de logements de 1956 à 1970	36
10 Choix d'indicateurs concernant les services de santé	37
11 Indicateurs des déséquilibres régionaux entre le Nord et le Sud 1951/53-1967/69	40

ANNEXE STATISTIQUE :

A Comptes nationaux :	
(a) Dépense nationale et produit national	58
(b) Répartition du revenu national	59

B	Comptes nationaux trimestriels (estimations)	60
C	Indices de la production trimestrielle	61
D	Indices des prix	62
E	Emploi	63
F	Salaires et traitements	64
G	Comptes du secteur public :	
	(a) Administration centrale	65
	(b) Collectivités locales	66
	(c) Sécurité sociale	67
	(d) Évolution des affectations budgétaires et des dépenses non effectuées de 1965 à 1970	68
H	Monnaie et crédit :	
	(a) Évolution de la base monétaire de 1960 à 1970	69
	(b) Sélection de certains indicateurs monétaires	70
	(c) Émissions annuelles nettes sur le marché des capitaux	71
I	Balance des paiements	72
J	Commerce extérieur et réserves de change	73
K	Ventilation par produit du commerce extérieur	74
L	Position compétitive de l'Italie comparée à celle de quelques principaux pays	75

GRAPHIQUES

1	Production, durée mensuelle du travail et emploi dans l'industrie	9
2	Commerce extérieur	16
3	Sources de la base monétaire	22
4	Évolution de certains taux d'intérêt à long terme	23
5	Position concurrentielle des exportations italiennes	28
6	Production industrielle, exportations et marchés étrangers	29
7	Enquêtes auprès des entreprises	31
8	Production industrielle — Réalisations et prévisions	32
9	La croissance de la production réelle, 1955-1970	33
10	Chômage : quelques éléments caractéristiques de la structure	39

INTRODUCTION

Au cours des dix-huit mois qui ont suivi l'« explosion des salaires » à laquelle avaient abouti les grandes grèves de la fin de 1969, la production industrielle est restée pratiquement stationnaire et la demande intérieure s'est progressivement affaiblie. Si en 1970 le PNB réel a accusé un accroissement d'environ 5 % pour l'ensemble de l'année, il n'a pratiquement pas progressé entre le premier et le quatrième trimestre et, d'après des indicateurs actuels, cette pause a persisté jusqu'au printemps de 1971. Des facteurs complexes, en partie étrangers au domaine économique sont à l'origine de cette évolution assez imprévue. Des arrêts de travail continuels et d'autres formes d'agitation sociale ont fait obstacle à l'accroissement de la production et ont ralenti la hausse des revenus des ménages malgré la forte augmentation des taux de salaires négociés ; une baisse de l'activité dans la construction de logements, due à des facteurs spéciaux, a exercé une nette influence déflationniste ; enfin, la diminution des bénéfices (notamment ceux des petites entreprises) ainsi que la modification du climat de confiance ont contribué au fléchissement progressif des investissements des entreprises.

Dans d'autres domaines, l'évolution a été plus favorable. La hausse des prix, bien que sensible, a été moins importante que ne l'aurait fait supposer l'accroissement brutal des coûts. L'excédent de la balance des opérations courantes, malgré une nette diminution, était encore d'environ 800 millions de dollars, soit l'équivalent de près de 1 % du PNB en 1970. En outre, grâce surtout au succès de certaines mesures de politique économique, les sorties massives de capitaux qui pesaient lourdement sur la balance globale des paiements, ont fait place à des entrées après l'été 1970, de sorte que les réserves officielles ont sensiblement augmenté jusqu'à ces tous derniers temps.

Les perspectives à court terme sont fonction d'un climat social incertain mais elles dépendent aussi de l'adoption de mesures d'expansion que le gouvernement étudie actuellement. Si la situation se stabilisait un peu dans le domaine de la production, il est probable que des mesures allant dans le sens de l'expansion, et favorisant en particulier l'investissement, pourraient dans un délai relativement bref rétablir un taux de croissance économique élevé. L'application de quelques-unes des prochaines réformes sociales et économiques s'en trouverait facilitée.

La première partie de la présente étude, retrace l'évolution économique actuelle jusqu'aux premiers mois de 1971. Dans la deuxième partie, on examine les effets qu'ont eu les mesures budgétaires et monétaires au cours d'une période qui correspond à peu près à l'année 1970. La section suivante est consacrée à l'analyse de la position foncière de l'économie au printemps de 1971, aux perspectives à court terme ainsi qu'aux mesures économiques les plus récentes. La quatrième partie précise un peu le cadre dans

lequel s'inscrivent plusieurs projets de loi visant des réformes de structure et actuellement soumis à l'approbation du Parlement. La dernière partie formule les conclusions de politique économique.

I ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Production et demande

L'étude consacrée par l'OCDE en 1970 à l'économie italienne (et publiée en juillet de l'an dernier) prévoyait la reprise au deuxième semestre d'une expansion assez rapide qui se poursuivrait en 1971. Le rapport annuel du Gouvernement sur les prévisions (présenté au Parlement en septembre) formulait des pronostics analogues. En effet, on pensait généralement que l'effort de rattrapage à la suite des grèves de l'automne 1969, associé à l'effet stimulant exercé sur la demande par les nouvelles conventions salariales entraînerait un accroissement considérable du volume de la production, accompagné il est vrai de pressions de plus en plus fortes sur les prix. Or ces prévisions ne se sont pas réalisées. Pour l'ensemble de l'année, on évalue l'accroissement en volume du PNB à 5,1 % en 1970, alors qu'il avait été de 5,9 % en 1969¹. Ce ralentissement de la croissance s'explique en partie par le fait que l'année a été moins bonne pour l'agriculture et par le renversement de la tendance qui a affecté l'essor de la construction de logements. Mais l'accroissement de la production industrielle a d'autre part été beaucoup plus faible qu'on ne l'avait escompté en se fondant sur la forte baisse au moment des grèves de 1969. Le volume de la demande intérieure s'est effectivement accru quelque peu, mais cette progression a été partiellement compensée par une réduction de l'excédent de la balance des biens et services représentant l'équivalent de 1,4 % du PNB.

Les estimations trimestrielles des agrégats de la comptabilité nationale² donnent une image plus précise des changements intervenus dans l'évolution tendancielle de la production et de la demande. Du deuxième semestre de 1968 au premier semestre de 1969, le PNB réel a augmenté à un taux annuel de 8 à 9 % (c'est-à-dire nettement supérieur au taux de croissance en moyenne période), grâce à une forte expansion des investissements et au dynamisme des exportations. Malgré cet essor vigoureux, il subsistait probablement un certain sous-emploi des facteurs de production. Les grèves prolongées de l'automne, qui ont touché environ les trois-quarts des travailleurs de l'industrie, ont entraîné une chute de 10 % de la production industrielle entre le deuxième et le quatrième trimestre. Pendant la même période le PNB réel a diminué de 4 %. Une nette reprise s'est produite au premier trimestre de 1970, mais elle a été moins forte que prévu et elle a été suivie

1 Après révision des comptes nationaux, le taux de croissance du PNB a été relevé de 0,4 % pour 1968 et de 0,9 % pour 1969. L'indice implicite pour l'ensemble des prix est resté pratiquement inchangé. Les distorsions causées par les grèves tant en 1969 qu'en 1970, et notamment l'irrégularité des indicateurs partiels, rendent particulièrement difficile l'évaluation des agrégats de la comptabilité nationale. En conséquence, il est probable que la marge d'erreurs des estimations préliminaires est plus forte pour 1970 qu'à l'ordinaire.

2 Cf. tableau B de l'Annexe statistique.

d'un palier pendant le reste de l'année. Ainsi, entre le deuxième trimestre de 1970, le volume de la production dans l'industrie s'est accru à un rythme correspondant à peine au taux annuel de 3,5 %. Pendant la même période, le PNB ne s'est accru que de quelque 3 % par an. D'après les statistiques actuelles concernant les quatre premiers mois de 1971, le volume de la production est pratiquement stationnaire et la tendance de la demande intérieure est de plus en plus faible.

Il n'est pas facile de faire apparaître le rôle respectif des divers facteurs qui sont à l'origine de cette situation à première vue paradoxale. Au début, les causes les plus importantes du ralentissement avaient trait à l'offre plutôt qu'à la demande. Mais à mesure que les mois passaient, des facteurs que l'on peut considérer comme étrangers à l'évolution conjoncturelle ont eu sur les revenus, la structure des coûts et les anticipations, des effets combinés qui, se sont traduits par une nette insuffisance de la demande au premier semestre de 1971. L'incidence des mesures budgétaires et monétaires, qui sont exposées dans la deuxième partie de la présente étude, a beaucoup varié au cours de la période considérée.

Les grèves de la fin de 1969 étaient liées au renouvellement des conventions nationales de salaires, dans plusieurs grands secteurs de l'industrie. Par la suite, des arrêts de travail de moindre ampleur se sont succédé à peu près sans discontinuité. Parfois, ils se sont produits au moment des négociations concernant le renouvellement de conventions nationales, comme ce fut le cas dans l'industrie textile au printemps de 1970. Le plus souvent, toutefois, ils ont eu lieu à l'occasion de l'application des conventions nationales à l'échelon de l'entreprise, ou ils sont intervenus dans certains services de grandes sociétés. Quant aux mouvements de grève à l'échelle nationale, on en a enregistré un certain nombre dont l'objet était d'appuyer des revendications de caractère général touchant par exemple les réformes de la législation en matière de logement. Les effets sur la production de ces arrêts de travail répétés ont sans nul doute été importants, mais ils sont difficiles à évaluer¹. On peut probablement y voir une des causes principales des tendances divergentes de la production entre les différents secteurs industriels, ainsi que de l'irrégularité qui a marqué l'évolution au cours de l'année écoulée, et qui n'avait jamais été observée au cours de précédentes périodes de ralentissement. La croissance de la production a aussi été entravée par les modifications apportées aux conditions de travail à la suite de négociations depuis 1970. La durée normale de travail hebdomadaire a été réduite et des limites ont été fixées pour les heures supplémentaires et le travail par équipe. Beaucoup d'entreprises ont eu du mal à ajuster le processus de production à la nouvelle réglementation, et ont dû finalement accroître leurs effectifs. Cependant, une augmentation considérable de l'absentéisme, pro-

1 D'après les statistiques du Ministère du Travail, le nombre d'heures de travail perdues par suite de conflits sociaux, a été inférieur en 1970 de 50 % à celui de 1969, mais deux fois plus élevé que celui de 1968. Il semble que les critères retenus pour l'établissement de ces statistiques ne couvrent pas tous les types d'arrêts de travail. Bien plus, les méthodes d'action généralement employées dans les conflits de travail ont souvent entraîné des pertes de production plus fortes qu'elles n'auraient dû l'être, toutes proportions gardées, et l'incidence sur d'autres entreprises ou d'autres secteurs (fournisseurs ou acheteurs de produits intermédiaires) semble avoir été considérable.

Tableau 1 Origine et utilisation des ressources
Pourcentages en volume de variation (taux annuels)

	Années			Semestres, chiffres désaisonnalisés				Indices pour 1970/II (1969/I = 100)
	1968	1969	1970	1969/I 1968/II	1969/II 1969/I	1970/I 1969/II	1970/II 1970/I	
1 Consommation privée	4.9	6.3	8.0	8.1	4.2	12.2	3.5	110.0
2 Consommation publique	4.1	3.3	3.2	3.5	3.3	3.0	3.2	104.9
3 Formation brute de capital fixe	9.7	8.0	3.8	15.3	-9.6	15.6	-4.1	100.2
(a) Machines et équipement	10.3	5.9	13.0	13.8	-12.3	30.9	8.5	111.6
(b) Logement	11.9	15.1	-6.1	16.3	-7.7	3.1	-21.4	86.5
(c) Autres branches de la construction	6.5	3.2	2.6		-7.7	10.3	-1.3	100.2
4 Formation de stocks	0.2 ¹	0.8 ¹	0.8 ¹	—	—	—	—	—
5 Demande intérieure totale	4.7	6.9	7.5	7.9	2.4	13.7	0.6	108.3
6 Exportations de biens et services	15.4	13.8	6.0	23.3	-5.7	8.9	12.8	107.6
7 Importations de biens et services	7.5	20.6	17.2	21.1	15.9	17.9	17.1	126.5
8 PNB aux prix du marché	6.4	5.9	5.1	8.9	-2.1	11.7	-0.1	104.5
9 Agriculture	-3.0	3.3	0.0	-3.3	13.6	-6.7	1.1	103.6
10 Industrie	9.5	6.9	8.0	12.5	-7.2	21.2	-0.3	106.0
11 Construction	8.9	7.6	-1.3	11.6	-8.4	8.1	-11.3	93.7
12 Services privés	7.5	6.5	6.5	9.2	-1.6	13.0	2.2	106.6
13 Administration publique	2.9	2.0	3.0	1.9	2.2	3.2	3.3	104.4
14 PIB au coût des facteurs	6.3	5.8	5.3	8.2	-1.9	11.7	0.4	104.9

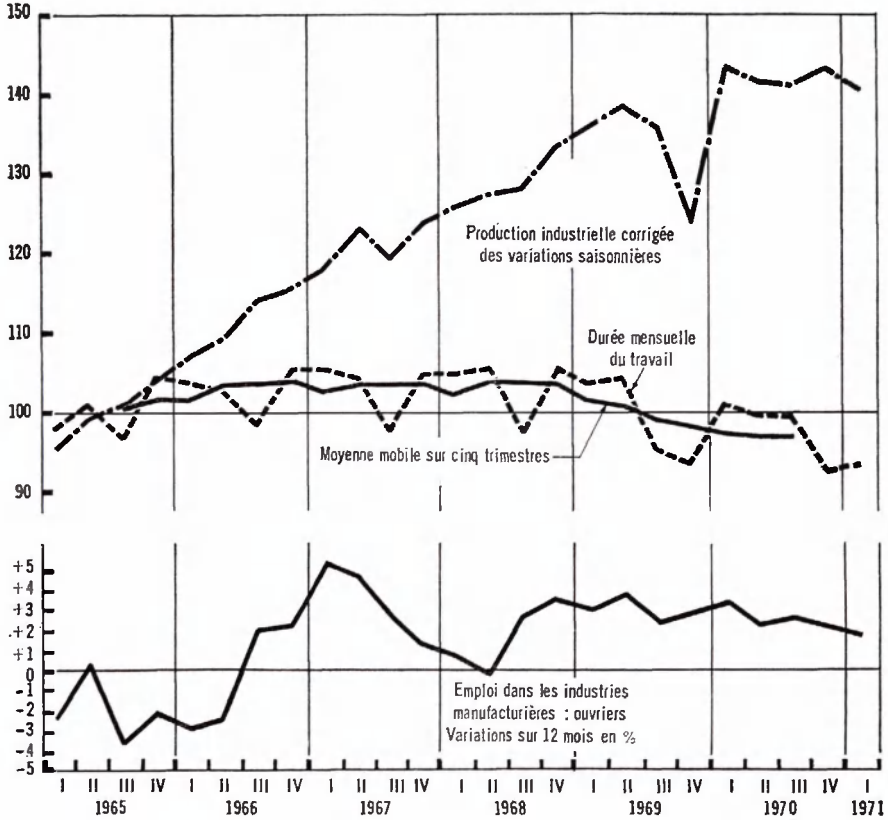
1 Exprimé en pourcentage du PNB de l'année précédente.

Source : Relazione generale 1970, ISCO et estimations du Secrétariat.

bablement liée aux nouvelles règles visant les congés de maladie, a continué de gêner l'organisation de la production jusqu'à ces derniers temps.

Les obstacles qui ont entravé la production ne semblent pas permettre d'expliquer pleinement son plafonnement persistant. L'indice de la production industrielle¹ n'a accusé aucun accroissement en 1970 et il a eu tendance

Graphique 1 Production, durée mensuelle du travail et emploi dans l'industrie
Données trimestrielles
1965 = 100



Source: ISTAT, Ministère du Travail.

1 Le comportement de cet indice doit être interprété avec prudence, tant en raison de l'incidence de facteurs exceptionnels intervenus pendant la période considérée qu'à cause d'une divergence systématique entre les variations annuelles de l'indice et les modifications en volume de la valeur ajoutée de l'industrie d'après les données de la comptabilité nationale. Il existe d'importantes différences dans la définition et le champ d'application de ces deux agrégats. Mais, alors que les écarts de variation présentaient un caractère aléatoire jusqu'en 1966, l'indice a, dans les années qui ont suivi, donné une idée de la croissance de la valeur ajoutée bien inférieure à la réalité.

à fléchir pendant les quatre premiers mois de 1971. L'an dernier, l'accroissement de la demande intérieure avait dans une large mesure profité aux importations, mais, d'après les indicateurs actuels, l'évolution de la production depuis ces derniers temps s'expliquerait en grande partie par le plafonnement de cette demande intérieure.

Selon des estimations provisoires, la consommation privée a progressé de 8 % en termes réels entre 1969 et 1970 — soit l'accroissement en volume le plus important depuis 1963. Étant donné que le revenu des travailleurs (compte non tenu des cotisations de sécurité sociale) s'est accru d'environ 17 % et que les prix de détail ont augmenté de 5 %, on escomptait une reprise un peu plus marquée. Indépendamment des effets de l'évolution des revenus mixtes (dont il est question plus loin), le taux d'épargne des ménages s'est apparemment maintenu au niveau record atteint en 1969. Cette stabilité est à rapprocher de la baisse spectaculaire du taux d'épargne qui s'était au contraire produite au moment de la précédente « explosion des salaires » en 1962-63. L'épargne de précaution, motivée par l'incertitude concernant l'emploi et les revenus, a probablement joué un rôle important. A un faible accroissement de la production de biens de consommation (6,5 % pour les produits industriels), est venue s'ajouter une augmentation de 30 % des importations de produits de cette catégorie. On ne dispose pour ainsi dire d'aucun indicateur courant de la consommation privée. Cependant, certaines indications indirectes donnent à penser qu'après un accroissement sensible pendant les premiers mois de 1970, au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux contrats de salaires, les augmentations de la consommation privée sont devenues progressivement plus faibles pendant le reste de l'année et au début de 1971.

L'évolution de la formation brute de capital fixe a reflété les mouvements divergents qui ont affecté ses différentes composantes. Pour l'ensemble de 1970, l'investissement total s'est accru de 3,8 % en volume, un fléchissement sensible de la construction résidentielle ayant été plus que compensé par un fort accroissement de l'investissement en machines et équipement. Le recul de la construction de logements s'est amorcé pendant les premiers mois de l'année du fait d'un « cycle administratif » ; une forte expansion s'était en effet produite dans ce secteur en 1968 et 1969, en prévision de nouveaux règlements administratifs¹.

A la fin de l'année dernière, l'activité, en termes réels, avait diminué d'environ 10 à 15 %, et ce fléchissement a très probablement persisté pendant le premier semestre de 1971. Les autres catégories de construction se sont modérément développées l'année dernière, mais les investissements en machines et en équipement se sont accrus considérablement (de 13 % en volume) et ont entraîné une augmentation de 25 % des importations de biens d'équipement. Dans l'industrie, l'investissement a été particulièrement dynamique. Dans une large mesure, l'accroissement enregistré reflétait

1 Une loi d'août 1967 a réglementé la construction de logements, pour des raisons d'urbanisme. Des dispenses provisoires étaient toutefois prévues à condition (i) que les permis de construire aient été accordés avant août 1968, (ii) que les travaux aient été entrepris moins d'un an après la délivrance des permis et (iii) que les logements aient été terminés moins de deux ans après le début des travaux.

Italie

Tableau 2 Investissements fixes par secteur, 1968-1970
Aux prix courants, en milliards de lires

	1968	1969	1970	1970		
				en % du total	Variations en % par rapport à 1969 Valeur	Volume
1 Formation brute de capital fixe	9 322	10 695	12 327	100.0	15.3	3.8
2 Logements	2 901	3 630	3 939	32.0	8.5	-6.1
3 Investissements productifs (1 — 2)	6 421	7 065	8 388	68.0	18.7	8.6
<i>dont :</i>						
(i) Administrations publiques ¹	1 589	1 653	1 955	15.9	18.2	8.7
(ii) Entreprises publiques ²	1 226	1 510	2 035	16.5	34.7	23.0
4 Investissements fixes du secteur public ³	2 815	3 163	3 990	33.4	26.1	15.5
5 Entreprises, à l'exclusion du secteur du logement (3-4)	3 609	3 902	4 398	35.6	12.7	2.9

1 Y compris les entreprises municipales et les organismes autonomes (chemins de fer, etc.).

2 IRI, ENI, EFIM, ENEL.

3 Y compris un nombre limité de logements financés par l'État.

Source : Relazione Generale 1970.

l'achèvement, au cours de la première moitié de 1970, de projets qui avaient été considérablement retardés par les grèves de 1969.

Le tableau 2 donne une idée des évolutions très diverses suivies par les différents secteurs et met en évidence l'importance du rôle du secteur public et des entreprises d'État dans le maintien du dynamisme des investissements fixes. En ce qui concerne les administrations publiques, la forte expansion (près de 9 % en volume) correspond non seulement à une progression de l'activité dans les travaux publics, mais aussi à des investissements en équipement effectués par les chemins de fer et par d'autres organismes autonomes. Les données concernant les entreprises d'État ne sont pas rigoureusement comparables avec les estimations de la comptabilité nationale. Toutefois, l'accroissement de 35 % en valeur de leurs dépenses d'investissement, à la suite d'un accroissement de 23 % en 1969, donne une idée de l'importance du rôle qu'ont joué les entreprises. L'investissement des entreprises privées (qui représente plus de la moitié du total, logement non compris) s'est accru nettement moins vite. Apparemment, tandis que les grandes entreprises avaient la possibilité de soutenir leur effort d'investissement, beaucoup de petites entreprises ont été obligées de réduire leurs dépenses dans ce domaine. Elles ont été particulièrement affectées par la hausse des coûts ; quant au crédit bancaire, elles en ont moins facilement bénéficié, et à des conditions probablement moins avantageuses, que les grandes sociétés.

La poussée des investissements en machines et en équipement au début de 1970 n'a pas assuré le retour de la tendance très vigoureuse qui s'était maintenue jusqu'au milieu de 1969. Par la suite, l'expansion s'est ralentie,

mais des mouvements irréguliers ont persisté jusqu'à la fin de l'année. (Voir les données trimestrielles des comptes nationaux.) Pour les premiers mois de 1971, les enquêtes conjoncturelles comme les indices de la production industrielle font apparaître dans la meilleure des hypothèses, un plafonnement de ces investissements. Les importations de biens d'équipement se sont maintenues à un niveau élevé jusqu'en mars, mais semblent avoir fléchi en avril.

En 1970, la formation de stocks a été relativement importante si l'on se réfère aux niveaux enregistrés dans le passé. Au début de l'année, on a assisté à une reconstitution des stocks de produits finis, qui avaient été dégarnis au moment des grèves, mais à la fin de 1970, la formation involontaire de stocks a pris une certaine ampleur. En mars 1971, 30 % des entreprises interrogées pour l'enquête de conjoncture faisaient état de stocks excessifs ; ce pourcentage n'avait pas été atteint depuis la récession de 1964.

Les progrès imputables à la demande étrangère ont été limités pour l'année 1970 considérée dans son ensemble. A prix constants, l'accroissement des exportations de biens et services a représenté 16 % de la demande supplémentaire totale, contre 30 % en 1969. Au reste, comme on l'a vu plus haut, une part importante de la demande intérieure a été satisfaite par une augmentation des importations. Cependant, depuis l'automne dernier, l'incidence déflationniste de la balance extérieure semble s'être inversée.

Revenus, coûts et prix

Les hausses de salaires considérables enregistrées l'an dernier, s'ajoutant à un accroissement de 3 % des effectifs employés en dehors de l'agriculture (dû en partie au raccourcissement de la durée hebdomadaire du travail) ont entraîné un important changement dans la répartition des revenus. D'après des estimations provisoires, la part de la rémunération des salariés aurait représenté 59 % du revenu national, contre environ 56,5 % au cours de chacune des trois années précédentes. L'emploi a augmenté dans tous les secteurs non agricoles¹ à l'exception de la construction, et l'emploi temporaire de même que le chômage ont diminué. Cependant, la proportion de chômeurs appartenant aux nouveaux venus sur le marché du travail ou aux personnes ayant fait plus de 5 ans d'études a continué de s'accroître (cf. Graphique 10).

En raison notamment du fait que les apports annuels de travail ont augmenté moins rapidement que le volume de l'emploi², l'accroissement annuel de la rémunération des salariés (environ 16 %) a été nettement plus faible que le relèvement des salaires et des gains horaires dans l'industrie.

1 Il est intéressant de noter que l'augmentation du nombre des salariés dans l'industrie a surtout eu lieu dans les entreprises comptant plus de 100 salariés. Selon des données concernant les trois premiers trimestres de 1970, une baisse absolue de l'emploi a été enregistrée dans les entreprises de moindre dimension.

2 Les réductions apportées à la durée de travail à la suite de négociations n'entraînaient généralement pas de diminution de la rémunération, mais les grèves répétées ont certainement affecté à la fin le nombre d'heures travaillées et le montant des rémunérations. Il faut également noter que les traitements dans la fonction publique ont augmenté modérément en 1970.

Italie

Tableau 3 **Emploi**
En milliers

	Variations moyennes annuelles			Situation en 1970	Variations		
	1968	1969	1970		Juillet 69/ Juillet 70	Octobre 69/ Octobre 70	Janvier 70/ Janvier 71
1 Agriculture	-309	-224	-340	3 683	-306	-214	-139
2 Industrie	108	158	160	8 208	166	153	132
<i>dont :</i>							
(a) Construction	-6	54	8	1 984	-5	-12	-25
(b) Industries manufacturières, ouvriers	69	124	106	4 248	103	96	76
(c) Industries manufacturières, autres	27	-33	57	1 681	95	64	92
3 Services	163	-132	264	7 064	333	206	79
4 Emploi total	-38	-198	85	18 956	193	145	72
5 Chômeurs	5	-31	-48	615	-5	-14	-11
6 Population active	-33	-229	37	19 571	188	131	61
7 Population non active	402	552	348	33 915	213	232	312
8 Population totale actuelle	369	323	385	53 486	401	363	373

Source : ISTAT.

Ces incidences — et le fait que la hausse des salaires s'est concentrée au début de 1970 — aident peut-être à expliquer que la consommation privée ait apparemment perdu de son élan depuis l'automne dernier.

La faiblesse des progrès marqués par la productivité a joué un rôle dans la forte augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre. D'après des estimations de la Banque d'Italie, entre le deuxième trimestre de 1969 et le quatrième trimestre de 1970, la productivité par personne employée dans les industries manufacturières a progressé à un taux annuel dépassant à peine 1 %, tandis que les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentaient d'environ 13 % par an. Le contraste est profond entre cette évolution et les gains de productivité rapides enregistrés pendant les deux ou trois années précédentes, à un moment où les salaires augmentaient assez modérément. L'incidence en a certainement été importante sur la position financière des entreprises, mais les coûts des facteurs autres que la main-d'œuvre doivent, de même que les prix de vente, être aussi pris en considération en cette matière.

Dans une annexe à la présente Étude, on trouvera des estimations concernant la structure des coûts et des recettes des industries manufacturières au cours des dix dernières années. Si l'on compare les périodes 1962-1963 et 1969-70, on constate que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté à peu près au même rythme, soit 14 % par an. Mais les coûts unitaires

Tableau 4 Prix et salaires
Pourcentages de variation

	Moyenne 1961-67	Variations annuelles			1969 IV	1970 IV	Avr. 1971
		1968	1969	1970	1968 IV	1969 IV	Avr. 1970
1 Indice implicite de prix dérivé du PNB	4.7	1.5	4.0	6.7			
2 Prix de gros ¹	2.1	0.4	3.9	7.3	6.9	5.6	2.9
dont :							
Produits non agricoles	1.9	0.0	3.5	7.9	6.7	6.7	4.0
3 Prix à la consommation ¹	4.3	1.4	2.6	5.0	4.0	5.3	4.7
dont :							
Produits non alimentaires	3.4	0.8	1.8	5.7	3.9	6.8	6.5
Produits alimentaires	3.8	0.3	2.8	4.3	3.9	4.5	3.9
Services	6.5	3.5	3.3	5.2	4.2	5.1	4.5
4 Taux de salaire minimum dans l'industrie ²	9.9	3.8	7.3	20.7	9.3	21.4	13.4 ³
5 Gains horaires des salariés de l'industrie	11.2	4.6	9.6	21.2	14.4	20.1	16.6 ⁴

1 Nouvelles séries à compter de 1971 : 1970 = 100.

2 Non compris les allocations familiales.

3 Janvier-avril 1971 sur janvier-avril 1970.

4 Janvier-mars 1971 sur janvier-mars 1970.

Source : ISTAT.

globaux se sont accrus plus rapidement dans la deuxième période, en particulier parce que les prix des facteurs importés ont monté brutalement, alors qu'ils avaient diminué en 1962-1963. D'autre part, les entreprises n'ont pas réagi de la même manière devant la hausse des coûts dans les deux cas. Leurs prix de vente ont pris du retard sur les coûts en 1962-1963, sans doute à cause de la concurrence étrangère. En 1969-70, les entreprises ont eu la possibilité de relever leurs prix à la faveur des tendances inflationnistes qui se manifestaient sur les marchés mondiaux. De fait, elles ont relevé non seulement les prix intérieurs mais aussi, à la différence de ce qu'elles avaient fait dans le passé, les prix des produits manufacturés destinés à l'exportation. Ainsi, malgré un moindre accroissement du volume de leurs ventes, leurs recettes brutes ont augmenté plus rapidement au cours de la dernière période. Il faut noter que ces estimations globales peuvent masquer d'importantes différences entre les divers secteurs industriels ou entre les petites et les grandes industries.

Pour l'ensemble de 1970, les prix de gros comme les prix de détail ont connu une forte hausse, augmentant respectivement de 7,3 % et de 5 %, bien que leur évolution depuis le début de l'an dernier ait été assez différente. La hausse des prix de gros a plafonné au printemps de 1970, en raison notamment de la tendance des matières premières sur les marchés mondiaux et de la récession enregistrée dans le secteur de la construction. Sauf pour les produits pétroliers, la tendance des prix est restée modérée au début de 1971. Les prix de détail ont continué d'augmenter à un taux annuel voisin de 5 % pendant le premier trimestre de 1971. Cette augmentation est infé-

rieure à celle que la hausse des salaires et des coûts pourrait faire craindre, mais certains signes montrent que les coûts ont continué d'être répercutés sur les prix de détail.

La balance des paiements

L'évolution de la balance des paiements en 1970 a été très différente de celle de 1969 : la balance des opérations non monétaires s'est en effet soldée par un excédent de 350 millions de dollars alors qu'en 1969 elle avait enregistré un déficit de 1,4 milliard de dollars. La substitution d'un excédent à un déficit s'est produite au milieu de 1970 et le mouvement s'est poursuivi au premier trimestre de 1971 pour lequel on a constaté une amélioration de plus de 1 milliard de dollars par rapport aux résultats du premier trimestre de 1970. Entre 1969 et 1970, les sorties nettes de capitaux ont diminué de plus de 3,3 milliards de dollars, montant nettement supérieur à la détérioration de l'excédent courant, qui est passé de 2,3 à 0,8 milliards de dollars. L'évolution de la balance des paiements courants a été très irrégulière au cours de l'année dernière. Après correction des variations saisonnières¹, le solde en est tombé au premier trimestre à son niveau le plus bas depuis 6 ans, mais il s'est progressivement amélioré ensuite. Ce redressement, qui vise surtout la balance commerciale, semble s'être poursuivi dans les quatre premiers mois de 1971.

La détérioration de la balance courante en 1970 est imputable pour près de moitié à une baisse des recettes invisibles nettes. Certains facteurs spéciaux sont intervenus (comme le groupement de paiements de transfert publics), mais il est probable aussi que les recettes nettes de tourisme ont été sous-évaluées à cause de mouvements déguisés de capitaux, dont l'ordre de grandeur a pu atteindre environ 200 millions de dollars². Les paiements au titre du revenu des investissements sont passés brusquement à plus de 0,9 milliard de dollars à cause des intérêts à verser sur les importants emprunts contractés à l'étranger, et du rapatriement en 1969 des avoirs à l'étranger des banques commerciales.

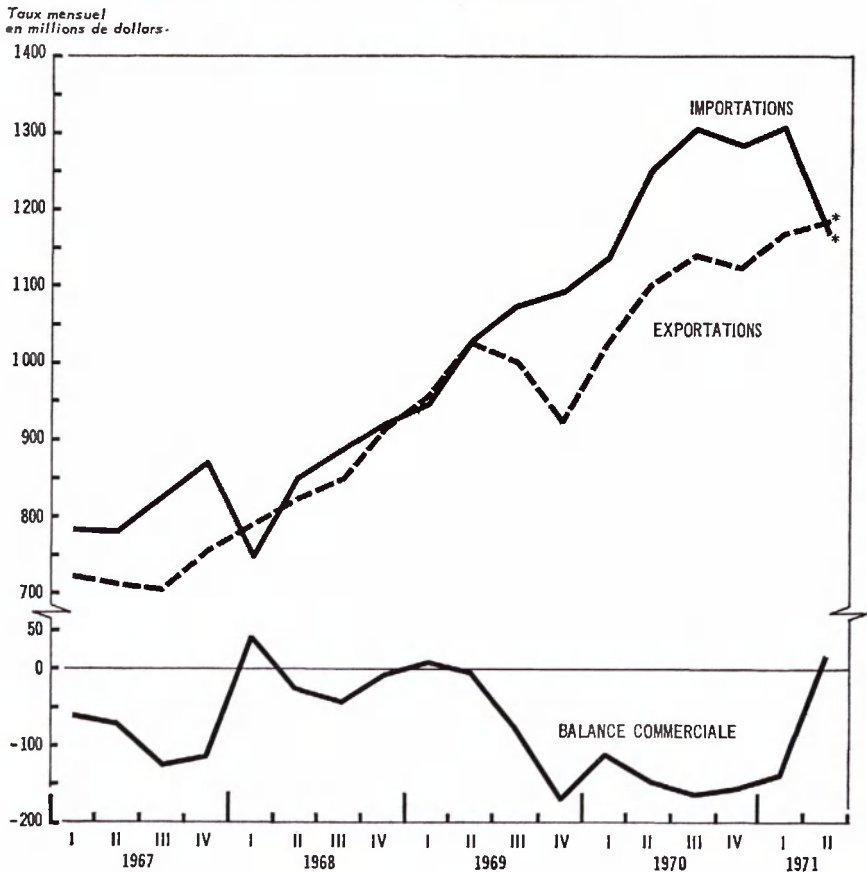
Les difficultés éprouvées du côté de l'offre et l'essor de la demande intérieure pendant la plus grande partie de l'année dernière ont à la fois freiné les exportations et gonflé le volume des importations. Pour l'ensemble de l'année 1970, la balance commerciale (importations fob) s'est soldée par un déficit, mais dès le quatrième trimestre elle était redevenue excédentaire (après correction des variations saisonnières), la pression de la demande s'étant relâchée. Après être tombées à un niveau assez bas au moment des

1 Comme les statistiques relatives aux opérations extérieures évoluent de façon assez irrégulière depuis la fin de 1969, les estimations désaisonnalisées doivent être interprétées avec prudence.

2 A en juger par le nombre de visiteurs étrangers et de nuits d'hôtel, qui a augmenté de 5 %, et compte tenu de la hausse des prix des services dans le secteur du tourisme (plus de 5 %), les recettes ont peut-être augmenté d'environ 10 % au lieu de rester stationnaires comme l'indiquent les statistiques. De plus, il semble peu plausible que les dépenses des touristes italiens à l'étranger aient effectivement augmenté de 50 %. Sur la base des élasticités observées précédemment (1,7 par rapport à la consommation privée totale pour 1959-1969), il semblerait plus probable que cette augmentation ait été de l'ordre de 25 %.

grèves, les exportations ont nettement repris au premier semestre de 1970. Elles ont ensuite diminué lorsque les effets de rattrapage des retards consécutifs aux grèves ont disparu, mais semblaient de nouveau suivre une tendance ascendante au début de 1971 : pendant la période de trois mois, février-avril, elles avaient augmenté de 16 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, dans une large mesure sous l'effet de la hausse des prix. Entre le deuxième trimestre de 1969 et le quatrième trimestre de 1970, le volume des exportations n'a augmenté que de 2 %, ce qui correspond à peu près à l'augmentation de la production industrielle et donne à penser que les difficultés éprouvées du côté de l'offre ont joué un rôle important. Plus récemment, le gonflement du volume des exportations et la tendance à la baisse de la production industrielle semblaient dénoter une évolution moins dynamique de la demande intérieure.

Graphique 2 Commerce extérieur
Moyennes trimestrielles, corrigées des variations saisonnières



* Avril.

Source: OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

Tableau 5 Balance des paiements
(a) DONNÉES ANNUELLES ET TRIMESTRIELLES
Millions de dollars

	1969	1970	1970				1971
			I	II	III	IV	I
Chiffres non corrigés des variations saisonnières							
1 Importations fob	11 100	13 447	3 129	3 483	3 302	3 533	3 630
2 Exportations	11 642	13 107	2 961	3 373	3 315	3 458	3 425
3 Balance commerciale	542	-340	-168	-110	13	-75	-205
4 Services, nets	1 418	965	90	235	495	137	-14
5 Transferts, nets	412	189	-18	34	83	98	70
6 Balance des opérations courantes	2 372	813	-96	159	591	160	-149
7 Mouvements de capitaux plus erreurs et omissions	-3 763	-457	-661	23	-256	436	437
8 Balance globale (opérations non monétaires)	-1 391	356	-757	182	335	596	288
9 Mouvements monétaires ¹							
(a) Règlements officiels	705	-375	888	-225	-166	-872	-553
(b) Banques commerciales	686	19	-131	43	-169	276	265
Chiffres corrigés des variations saisonnières							
Balance commerciale			-224	-173	-73	129	(-160)
Balance des opérations courantes			39	132	249	394	(40)

1 Augmentation des avoirs = (-).

Sources : Banque d'Italie et estimations du Secrétariat.

Tableau 5 Balance des paiements
(b) MOUVEMENTS DE CAPITAUX
Millions de dollars; flux nets

	1968	1969	1970
CAPITAUX ÉTRANGERS			
Investissements	402	416	630
<i>dont</i> : Investissements directs	332	418	606
Prêts	121	174	1 599
Crédits commerciaux	-61	-360	-45
Total	462	230	2 184
CAPITAUX ITALIENS			
Investissements	-542	-748	-635
<i>dont</i> : Investissements directs	-261	-283	-109
Investissements de portefeuille	-279	-461	-521
Prêts	-204	-548	-212
Crédits commerciaux	-279	-302	-610
Rachats de billets de banque	-1 127	-2 256	-951
Total	-2 152	-3 854	-2 408
Solde	-1 691	-3 624	-224

Source : Banque d'Italie.

Le plafonnement de la production et la vigueur de la demande intérieure ont provoqué un accroissement marqué des importations jusqu'à l'automne de 1970. On peut se faire une idée des circonstances exceptionnelles qui ont influé sur les importations dans la période qui va du quatrième trimestre de 1969 au troisième trimestre de 1970 en notant qu'en volume leur élasticité par rapport au PIB a été de 5½ contre 2½ un an plus tôt, alors que le PIB progressait d'environ 7 % par an. Les importations désaisonnalisées ont diminué sensiblement au quatrième trimestre de 1970. Malgré une évolution irrégulière au début de 1971, la tendance à la baisse semble avoir persisté. La moyenne pour la période janvier-avril était inférieure de 2,5 % à celle des quatre mois précédents, la diminution étant sans doute encore plus sensible en volume qu'en valeur. L'accroissement des importations au cours de la période précédente et, selon toute vraisemblance leur diminution récente, tiennent dans une large mesure aux achats de produits finis. Les importations de matières premières n'ont progressé que lentement, à peu près au même rythme que la production industrielle.

L'amélioration très nette du compte des opérations en capital est essentiellement imputable aux facteurs suivants : renversement en faveur de l'Italie des écarts entre les taux d'intérêt, importants emprunts à l'étranger (environ 1,5 milliard de dollars) des sociétés nationalisées et établissements de crédit spécialisés, et mesures administratives qui ont réduit d'environ 1,3 milliard de dollars les sorties de capitaux par exportation illégale de billets de banque italiens. Pour l'ensemble de 1970, les sorties nettes de capitaux, compte tenu des erreurs et omissions, ont été inférieures à 0,5 milliard de dollars alors qu'elles avaient atteint 3,8 milliards en 1969. Au troisième trimestre le compte

des opérations en capital était devenu excédentaire et semble l'être resté dans les premiers mois de 1971. L'augmentation des avoirs officiels nets au cours de l'année dernière a été à peu près égale à l'excédent global du fait que les avoirs à l'étranger des banques commerciales n'ont pratiquement pas varié. Le montant net des réserves officielles a augmenté plus vite (de près de 0,6 milliard de dollars) tandis que les avoirs à moyen et à long terme diminuaient. Au cours des quatre premiers mois de 1971, les réserves officielles se sont encore accrues de 0,9 milliard de dollars pour atteindre un total de 6,2 milliards de dollars à la fin d'avril.

II MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Au cours de la période considérée, la politique de régulation de la demande a dû faire face à des situations particulièrement délicates et changeantes. Il n'est pas facile d'en apprécier quantitativement l'influence sur l'économie car celle-ci a évolué de façon irrégulière et les statistiques sont affectées de certaines distorsions¹. Dans l'ensemble, toutefois, la politique économique a été ajustée dans des délais relativement courts en fonction de la situation économique, et ceci est particulièrement net pour la politique budgétaire, si l'on se réfère aux années précédentes. Les autorités ont durci la politique monétaire jusqu'à l'été de 1970, et l'ont assouplie ensuite. La politique budgétaire a évolué dans un sens opposé jusqu'à une date récente, les pouvoirs publics commençant à prendre des mesures délibérées de détente.

Politique budgétaire

L'importance du rôle joué par les investissements des entreprises d'État a déjà été signalée. Le secteur public, dans sa définition la plus étroite, n'a eu au total en 1970, qu'une influence légèrement expansionniste sur la demande. Les estimations de la Banque d'Italie l'évaluent à moins de 1 % du PNB, c'est-à-dire à un chiffre un peu inférieur à celui de 1969². Cependant le déficit de trésorerie, en forte augmentation, a atteint quelque 3 000 milliards de lire (6 % du PNB) et, par son mode de financement, a été la principale source de création de monnaie.

L'effet expansionniste des finances publiques a été encore plus marqué au premier semestre de 1970 : d'importants paiements différés ont en effet eu lieu pendant cette période et les recettes fiscales ont été faibles par suite de grèves dans la fonction publique. En août, le nouveau gouvernement a lancé un « train » de mesures d'austérité budgétaire qui ont contribué à rendre possible un assouplissement de la politique monétaire. Ces mesures prévoyaient 650 milliards de lire de recettes supplémentaires (soit l'équivalent de 1 % du PNB), dont 200 milliards provenant d'un relèvement, à partir

1 Les estimations des comptes nationaux relatives au secteur public ont été ajustées pour tenir compte d'un retard dans le recensement des opérations faites à la fin de 1969. D'autres distorsions sont plus difficiles à rectifier.

2 Ces calculs ont été effectués selon des méthodes semblables à celles qu'a utilisées B. Hansen dans son rapport « La politique budgétaire dans sept pays », publié en 1969 par l'OCDE. Ils tiennent compte toutefois des transferts en capital du secteur public.

Tableau 6 Comptes consolidés du secteur public
Concepts de la comptabilité nationale, système de la gestion

	Milliards de livres			Augmentation en %		
	1968	1969	1970	1968	1969	1970
1 Impôts directs	3 210	3 504	3 638	9.1	9.1	3.8
2 Impôts indirects	5 912	6 373	7 032	7.3	7.8	10.3
3 Contributions à la Sécurité Sociale	5 296	5 577	6 414	15.3	5.3	15.0
4 Autres recettes courantes	1 330	1 543	1 713	6.5	16.0	11.0
5 Total des recettes courantes	15 749	16 997	18 797	10.2	7.9	10.6
6 Dépenses courantes en biens et services	6 382	6 910	7 403	8.9	8.3	7.1
7 Subventions et transferts courants	8 747	9 699	10 977	15.8	10.9	13.2
8 Total des dépenses courantes	15 129	16 609	18 380	12.8	9.8	10.7
9 Épargne courante nette	621	387	417	..	..	..
10 Provisions pour amortissement et recettes en capital	145	176	372	..	..	..
11 Formation brute de capital fixe	1 189	1 213	1 374	20.5	2.0	13.3
12 Transferts en capital	755	810	1 158	-1.3	7.2	43.0
13 Endettement net	1 178	1 460	1 743	..	..	..

Source: Relazione Generale 1970.

Italie

de janvier 1971, des cotisations patronales de sécurité sociale. Les 450 milliards restants étaient attendus d'une majoration du prix de l'essence et d'augmentations d'impôts secondaires prenant immédiatement effet. Quelques réductions d'impôts ont en même temps été décidées ou prorogées pour encourager les investissements des entreprises, et des dotations complémentaires ont été mises à la disposition d'établissements de crédit spécialisés. A cause des délais entraînés par l'approbation du Parlement, les mesures de relance que comportait le « train » ne sont entrées en vigueur que plus tard, de sorte que l'influence restrictive de l'ensemble a probablement été un peu plus marquée qu'on ne l'escomptait. Entre-temps, la forte expansion de la demande intérieure à laquelle on pouvait raisonnablement s'attendre à ce moment ne s'est pas pleinement matérialisée.

Au début de 1971, le gouvernement a présenté au Parlement un livre blanc sur les dépenses publiques. Ce document expose dans leurs grandes lignes les problèmes qui se posent à moyen terme et propose notamment d'instituer, à côté de l'approbation habituelle des engagements de dépenses, une estimation annuelle obligatoire des dépenses de trésorerie¹. Le gouvernement prévoyait que le volume du PNB augmenterait d'environ 4 % et que les dépenses d'équipement seraient voisines de 14 000 milliards de lires, pendant l'année en cours. Il avait donc fixé à 2 500 milliards de lires le plafond du déficit de trésorerie (compte tenu des caisses d'épargne postales et des organismes autonomes) compatible avec la stabilité financière globale. Peu après, cependant, il est devenu évident que l'évolution tendancielle du PNB et plus encore celle de l'investissement privé étaient bien plus faibles que prévu. Au printemps, les autorités ont expressément reconnu que la situation économique avait changé et elles ont entrepris de mettre au point des mesures de relance.

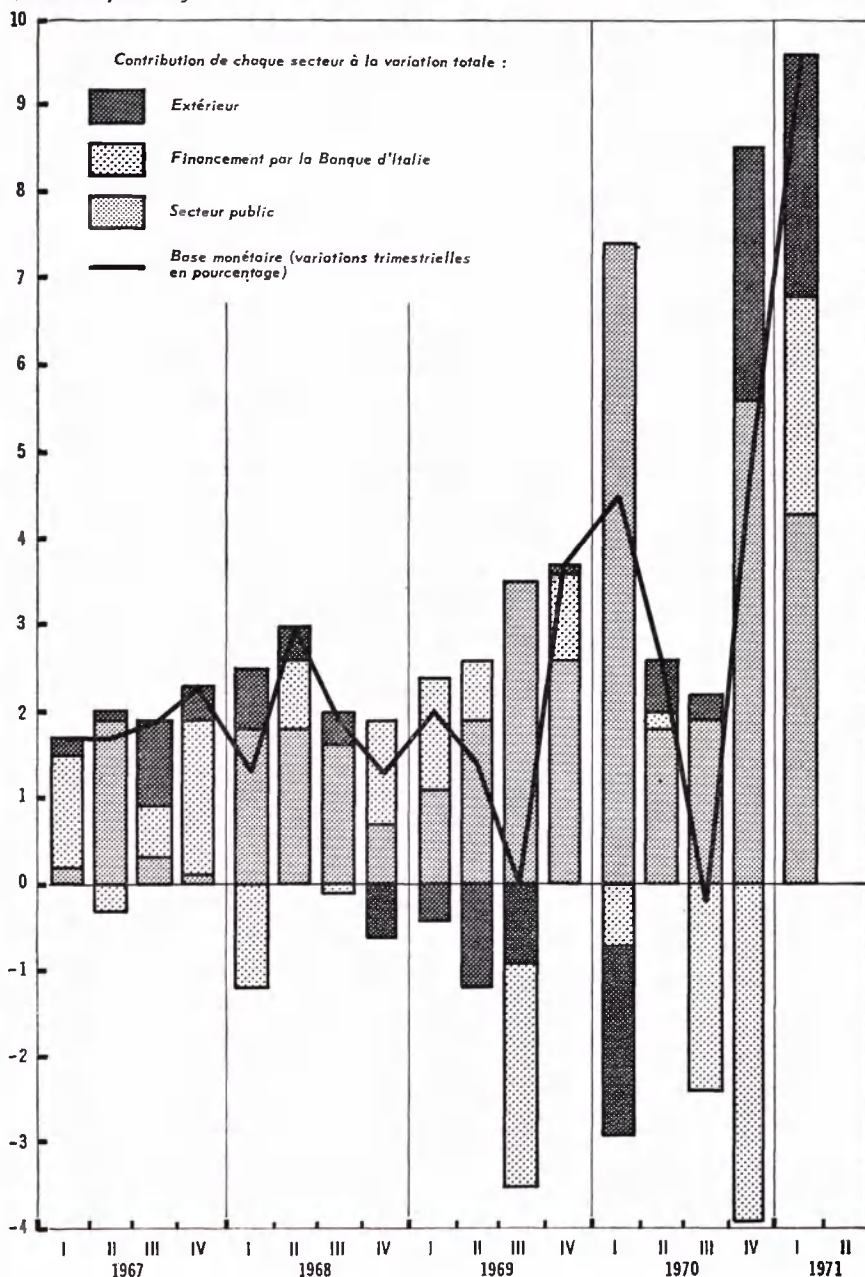
Politique monétaire

L'orientation plus restrictive qui avait été donnée à la politique monétaire en 1969 s'est poursuivie jusqu'au troisième trimestre de 1970. Des considérations d'ordre extérieur ont joué un rôle capital à cet égard : sorties massives de capitaux liées aux écarts de taux d'intérêt jouant au détriment de l'Italie et, pendant un certain temps, mouvements spéculatifs dirigés contre la lire. Le renversement de ces écarts a abouti à une montée des taux d'intérêt à des niveaux records en Italie, due essentiellement au fait que les autorités monétaires ont cessé de soutenir le marché des obligations publiques. En dépit des importantes injections de liquidités effectuées par le Trésor, l'expansion (désaisonnalisée) de la base monétaire s'est notablement ralenti aux deuxième et troisième trimestres de 1970. Il est probable que les restrictions monétaires ont sensiblement pesé sur les programmes d'équipement du secteur privé, les besoins financiers des entreprises étant considérables à cette époque en raison des importantes pertes de production qu'elles avaient subies précédemment et de l'entrée en vigueur des nouvelles conventions collectives.

¹ Les inconvénients du système actuel ont été exposés dans plusieurs Études économiques consacrées par l'OCDE à l'Italie.

Graphique 3 Sources de la base monétaire
Données trimestrielles, corrigées des variations saisonnières

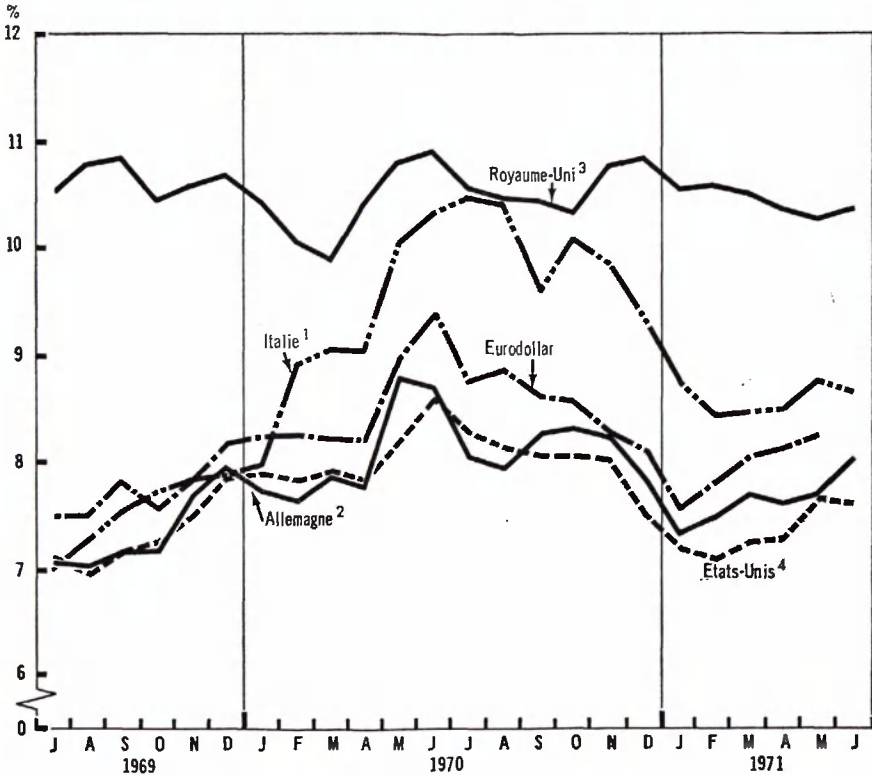
Variations en pourcentage



Source : Banque d'Italie (correction des variations saisonnières effectuée par le Secrétariat).

Comme il a déjà été signalé, les autorités ont remarquablement réussi par leur politique économique à renverser le mouvement de sortie des capitaux et à restaurer la confiance dans la monnaie. La politique budgétaire ayant pris un caractère plus restrictif et les taux d'intérêt ayant commencé à baisser sur les marchés étrangers, la politique monétaire a été progressivement assouplie, et ce processus s'est poursuivi pendant les premiers mois de 1971. Pour l'ensemble de l'année 1970, l'expansion du crédit bancaire a été un peu plus faible qu'en 1969. En raison des difficultés que les établissements de crédit spécialisés ont rencontrées dans le placement de leurs obligations, qui constituent leur principale source de fonds, le ralentissement — amorcé en 1969 — de la progression de leurs prêts s'est poursuivi. Le volume global des crédits mis à la disposition de l'économie a augmenté de 12,6 %, contre 13,4 % en 1969. En valeur absolue, le montant des ressources financières

Graphique 4 Évolution de certains taux d'intérêt à long terme



1 Obligations des entreprises publiques.

2 Industrie 5,5 %.

3 Obligations à 20 ans.

4 Sociétés Aaa.

Source : Banque d'Italie et diverses sources nationales.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(a) La base monétaire
Variations en milliards de lire

	1968	1969	1970	Année se terminant en avril 1971
A ORIGINE DES ACTIFS LIQUIDES				
1 Secteur extérieur				
(a) Balance des paiements sur la base des transactions non-monétaires	393	-869	223	1 022
(b) Moins : Accroissement de la position des banques vis-à-vis de l'étranger	-270	221	96	214
(c) Effet net	123	-648	319	1 236
2 Secteur public				
(a) Besoins de caisse du Trésor (y compris opérations extra-budgétaires)	2 045	1 691	3 216	3 000
(b) Moins : Opérations d'open-market	-1 123	-191	-234	-557
(c) Effet net	922	1 500	2 982	2 443
3 Banques				
(a) Financement par la Banque d'Italie	220	476	-1 275	-583
(b) Déblocage de réserves obligatoires ¹	—	—	260	286
(c) Effet net	220	476	-1 015	-297
4 Autres secteurs, net	-24	-83	-141	-100
5 Effet net total (= 6 + 7)	1 241	1 245	2 145	3 282
6 Facteurs autonomes [1(a), 2(a)]	2 438	822	3 439	4 022
7 Intervention des autorités monétaires [1(b), 2(b), 3 et 4]	-1 197	423	-1 294	-740
B UTILISATION DES ACTIFS LIQUIDES				
8 Avoirs liquides détenus par le public	577	1 153	976	1 105
9 Réserves bancaires obligatoires	403	413	782	1 082
10 Liquidités des banques	261	-323	387	1 085
11 Total	1 241	1 245	2 145	3 282

1 A la fin de 1970, les banques ont été autorisées à utiliser une partie de leurs réserves obligatoires pour acheter des obligations émises par des établissements de crédit spécialisés.
Source : Banque d'Italie.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(b) Situation globale des banques
Situation nette et variations en milliards de liras

	Encours à la fin de 1970	Variations					
		En milliards de liras			En pourcentage		
		1969	1970	Mars 1971 par rapport à Mars 1970	1969	1970	Mars 1971 par rapport à mars 1970
A Avoirs							
1 Avoirs liquides	1 482	-323	387	1 222	..	..	..
2 Réserves obligatoires	7 510	711	1 026	1 195	..	..	..
3 Ensemble des prêts à l'économie	27 048	3 104	3 329	3 026	15.1	14.0	12.9
(a) Prêts à court terme	23 221	2 684	2 710	2 426	15.1	13.2	12.1
Prêts à moyen et long termes	3 827	420	618	600	15.0	19.3	17.8
(b) Prêts au secteur privé	23 398	2 685	2 630	2 196	14.9	12.7	10.7
Prêts au secteur public	3 650	418	698	830	16.5	23.7	26.8
4 Valeurs mobilières	7 794	793	248	718	..	..	..
5 Autres avoirs	1 530	154	60	15	..	..	..
6 Position extérieure nette ¹	-132	-221	-95	-221	..	..	..
7 Total des avoirs	45 232	4 218	4 956	5 955	11.7	12.3	18.2
B Engagements							
8 Total des dépôts	40 019	3 665	5 561	5 090	11.9	16.1	14.6
Dépôts à terme	16 322	1 107	-518	-455	7.0	-3.1	-2.8
Dépôts à vue	23 697	2 558	6 079	5 545	17.0	34.5	30.3
9 Crédit de la Banque d'Italie	1 570	505	-1 275	-641	..	..	..
10 Autres engagements (montant net)	3 643	48	669	1 506	..	..	..
11 Total des engagements	45 232	4 218	4 995	5 955	11.7	12.3	18.2

1 A l'exclusion des avoirs liquides en devises librement rapatriables, qui sont comptabilisés au poste 1.

Source : Banque d'Italie.

nouvelles mises à la disposition du secteur des entreprises par le reste de l'économie nationale a accusé une diminution marquée (tableau 7-c), approximativement compensée par un recours accru aux sources étrangères de financement.

Vers la fin de l'année, la situation monétaire s'est sensiblement détendue et la demande de crédit a donné des signes de faiblesse. L'augmentation de la base monétaire en 1970 (2 100 milliards de liras) a été nettement supérieure à l'objectif précédemment fixé. Depuis les derniers mois de l'an dernier, le volume des dépôts confiés aux banques commerciales s'accroît plus rapidement que le montant de leurs prêts et la liquidité des banques s'est considérablement améliorée. Étant donné l'influence expansionniste qu'exercent tant le secteur extérieur que le secteur public, l'augmentation de la base monétaire s'est accélérée et tend à dépasser sensiblement le chiffre de 2 000 milliards de liras prévu pour 1971 dans le livre blanc sur les dépenses publiques.

L'influence des facteurs autonomes agissant dans le sens de la détente monétaire a été renforcée par une succession de mesures de politique économique. A la fin de 1970, des dispositions ont été prises pour permettre une expansion plus rapide des prêts accordés par les établissements de crédit spécialisés. En janvier 1971, le taux d'intérêt des avances consenties par la Banque d'Italie aux banques commerciales a été ramené de 5,5 % à 5 %. Le 2 avril, à la suite du repli marqué par le taux d'escompte dans d'autres pays, celui de la Banque d'Italie a été aussi réduit d'un demi-point et fixé à 5 %. Dans les deux cas, les taux de pénalisation, correspondant à des majorations du taux de base allant jusqu'à 1,5 point, n'ont pas été modifiés. Mais ils n'ont pratiquement pas joué pendant les premiers mois de 1971 en raison du volume relativement faible du réescompte et des avances à échéance fixe. Les taux d'intérêt à long terme ont baissé de près de 2 points par rapport à leurs maximums de juillet 1970, mais, leur évolution étant parallèle à

Tableau 7 Monnaie et crédit
(c) Financement extérieur des entreprises¹
Variations en milliards de liras

	1968	1969	1970
<i>Ressources d'origine nationale</i>			
1 Endettement à court terme	1 244	2 436	2 281
2 Endettement à moyen et long termes	1 967	2 131	1 659
(a) Emprunts	1 453	1 638	1 629
(b) Obligations	514	493	30
3 Actions et prises de participation	530	592	710
Total des ressources d'origine nationale	3 741	5 159	4 650
4 Ressources d'origine étrangère	306	137	875
Total	4 047	5 296	5 525

¹ Entreprises privées et publiques, à l'exclusion des organismes autonomes (chemins de fer, etc.).
Source : Banque d'Italie.

l'étranger, l'Italie a continué à bénéficier d'écart de taux considérables. Les dernières statistiques disponibles donnent à penser que la demande de crédit du secteur privé reste faible.

III PERSPECTIVES A COURT TERME

A cause du caractère exceptionnel des événements survenus au cours des deux dernières années, il est difficile d'apprécier les perspectives d'évolution à court terme. A cet effet, il a semblé rationnel en premier lieu d'évaluer la situation foncière de l'économie italienne telle qu'elle se présente aujourd'hui après les fortes augmentations des salaires et des coûts et les changements considérables qui viennent d'être apportés aux conditions de travail dans l'industrie. Bien que cela soit prématuré on a essayé de présenter un certain nombre de considérations générales dans les quelques paragraphes qui suivent.

La situation foncière de l'économie italienne

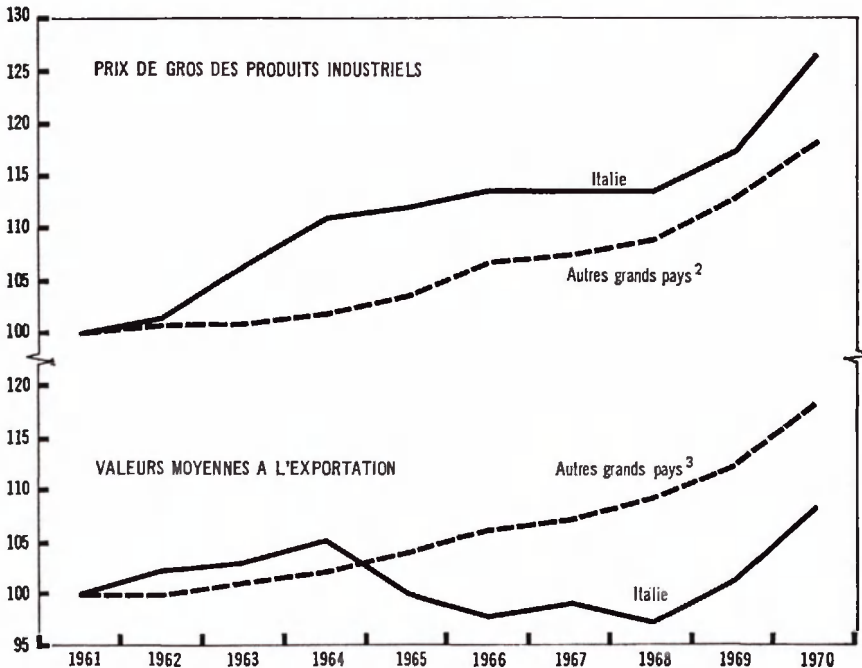
Il semble que les changements apportés depuis le début de 1970 à la réglementation du travail dans l'industrie, en matière d'heures supplémentaires, de travail par équipes et de congés de maladie, aient entraîné une modification de la fonction de production : pour fournir la même production avec un effectif donné, il serait nécessaire aujourd'hui de mettre en œuvre davantage de capitaux. Les paramètres correspondants pourraient en principe être calculés, mais les résultats ainsi obtenus risqueraient d'être erronés car d'autres changements importants sont intervenus par ailleurs. Dans la phase actuelle où l'on constate un élargissement de la marge de ressources inemployées, cette modification n'aura pas d'effets apparents, mais elle pourrait avoir d'importantes conséquences à moyen terme. Ce n'est probablement pas pour cette seule raison que la productivité semble n'avoir progressé que faiblement pendant la période considérée. Les arrêts de travail fréquents et d'autres formes d'agitation sociale ont sans doute joué un rôle plus important. Quant à certaines formes nouvelles de conflits sociaux, il n'y a peut-être qu'une différence de degré, et non de nature, entre les événements survenus récemment en Italie et ceux qui se sont produits ces derniers temps dans certains autres pays Membres. Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de faire de prévisions dans ce domaine. Tout ce que l'on peut avancer, c'est que, si les interruptions de travail restent en deçà d'un certain seuil raisonnable, les reculs de productivité pourraient davantage revêtir en définitive le caractère d'un accident sans lendemain, plutôt que celui d'une inflexion durable de la tendance. Au surplus, la hausse des coûts de main-d'œuvre devrait au bout d'un certain temps conduire à des investissements renforçant la proportion de capital et entraînant ainsi un relèvement de la productivité de la main-d'œuvre.

L'incidence de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre varie certainement beaucoup d'un secteur de l'économie à l'autre et en fonction de l'importance des entreprises. Faute de données statistiques, on ne saurait

porter de jugement précis, mais il semble bien que, dans l'ensemble, l'évolution qui tend à orienter l'Italie vers un type d'économie à hauts salaires et à forte proportion de capital se soit accélérée.

Si l'on considère la position extérieure de l'économie italienne, on est d'abord frappé par le ressort remarquable dont elle fait preuve et qui avait déjà été évoqué dans l'Etude 1970. Étant donné qu'une partie des opérations n'a probablement pas été comptabilisée, l'excédent de la balance courante a dû être en 1970 de l'ordre de 1 milliard de dollars, soit 1 % du PNB. Si l'on tient compte de la forte augmentation des coûts et des graves perturbations qui ont affecté le processus de production, ce résultat n'est certes pas négligeable, même si l'expansion de la demande intérieure s'est ralentie vers la fin de l'année. Sans doute, la position extérieure de l'économie italienne était-elle au départ beaucoup plus forte, trop forte même, d'après de nombreuses déclarations officielles. Dans la mesure où l'on peut en juger à l'heure actuelle, l'expansion des exportations a été dans une plus large mesure freinée par les obstacles qui ont entravé la croissance de la production que

Graphique 5 Comparaison entre la position compétitive de l'Italie et celle d'autres grands pays¹
Indices 1961 = 100



1 France, Allemagne, Japon, Royaume-Uni, États-Unis.

2 Pondérés par la part du PNB.

3 En dollars des EU et pondérés par la part des exportations.

Source : ISTAT, Principaux Indicateurs Économiques, et Survey of Current Business.

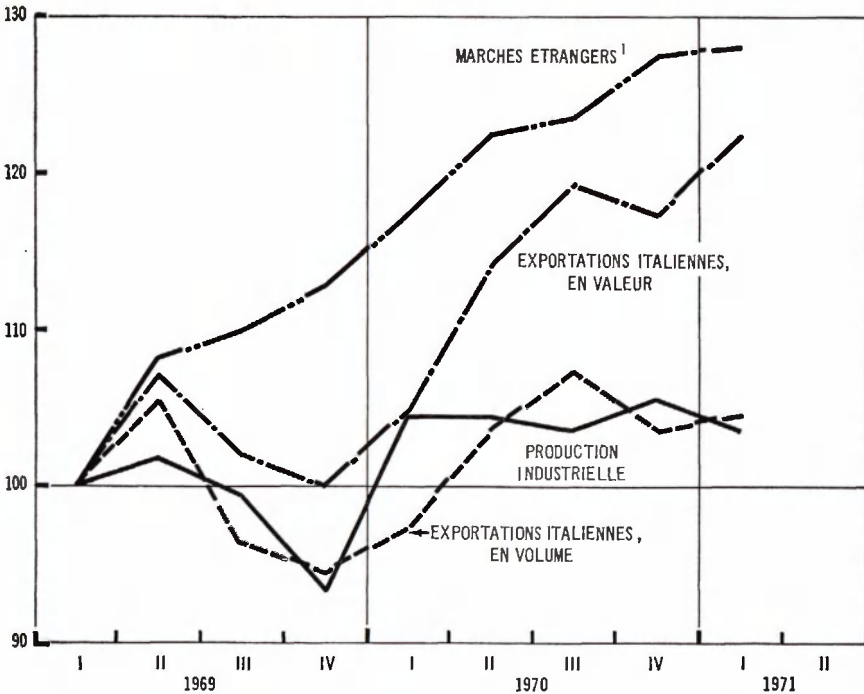
par la hausse des prix à l'exportation. Cette hausse s'est produite à un moment où les prix pratiqués par les concurrents de l'Italie augmentaient eux aussi rapidement et où la monnaie du principal partenaire commercial de l'Italie était réévaluée. De plus, il est probable qu'au cours des quelques années qui ont précédé 1969 les coûts unitaires de main-d'œuvre avaient accusé une baisse qui assurait aux producteurs nationaux une forte position en face de la concurrence.

Quelles qu'en soient les raisons, les exportations italiennes, dont le rythme moyen de progression avait été supérieur de 4 points au taux pondéré d'expansion des marchés extérieurs pendant la période 1960-1968, ont accusé en 1969-1970 un recul moyen de 3½ points sur ces marchés. Rien n'indique clairement, dans les statistiques les plus récentes, que le terrain perdu ait été, même en partie, regagné. En outre, et ceci est plus important, le comportement futur des exportations (abstraction faite des fluctuations de caractère conjoncturel) dépendra largement de la régularité de la production et des livraisons ainsi que de l'allure que prendra désormais la hausse des coûts.

Graphique 6 Production industrielle, exportations et marchés étrangers

Indices 1969, premier trimestre = 100

Données trimestrielles, corrigées des variations saisonnières



1 Importations des marchés étrangers pondérées par la part des exportations italiennes sur ces différents marchés en 1968.

Sources : ISTAT, ISCO, Principaux Indicateurs Économiques.

Les dernières enquêtes de conjoncture donnent à penser que les commandes à l'exportation sont très faibles et il faut donc se garder de tout optimisme excessif. L'économie italienne a pu, dans une large mesure, absorber la hausse exceptionnellement forte des coûts. Il est probable qu'elle ne serait plus en mesure maintenant de faire face à de nouvelles hausses d'une importance comparable.

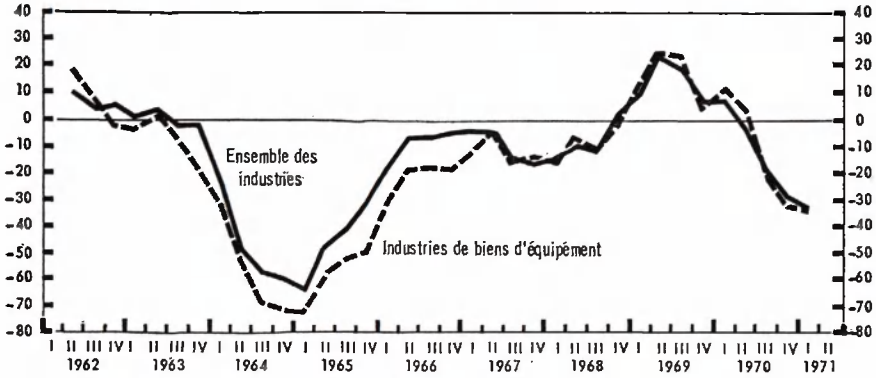
Les perspectives à court terme

Il semble à l'heure actuelle que la prévision officielle du début de l'année, qui estimait à 4 % en 1971 le taux de progression en volume du PNB, ait très peu de chances de se réaliser. Si l'on se fonde sur des indicateurs récents, il ne serait pas impossible que la production réelle soit à peu près stationnaire. Sous certaines conditions, une progression de près de 3 % serait encore possible mais un taux plus près de 2 % semblerait plus plausible. Il convient de noter qu'étant donné le palier qui a marqué les dix-huit derniers mois, un taux d'accroissement annuel de cet ordre implique un redressement substantiel de la production industrielle et de la production globale au second semestre de 1971. Cette prévision ne saurait pratiquement se réaliser que si deux conditions essentielles sont remplies : il faudrait, d'une part, que l'agitation sociale s'apaise rapidement (les perspectives conjoncturelles des entreprises s'en trouveraient au demeurant améliorées) et, d'autre part, que des mesures de politique économique, prises sans tarder, réussissent à inverser certaines tendances déflationnistes. Si ces conditions sont réunies, il est fort probable que l'expansion sera vigoureuse et qu'elle se poursuivra en 1972. Selon toute probabilité, l'économie italienne a la possibilité de réaliser à court terme des progrès considérables tant en matière de production que de productivité.

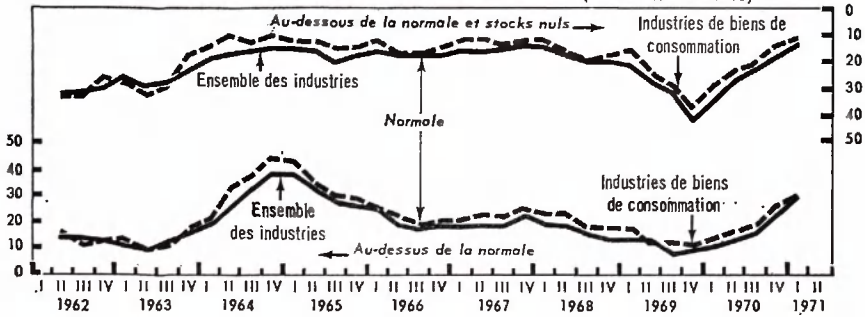
En dépit du dynamisme persistant des programmes des entreprises appartenant à l'État, les plus grandes incertitudes planent sur l'évolution des investissements. L'activité a tendance à diminuer dans le secteur de la construction de logements et les mesures à court terme prises récemment ne pourront sans doute qu'atténuer le fléchissement cette année ; elles pourraient susciter une reprise dans le courant de l'an prochain. L'investissement des entreprises privées risque d'accuser une diminution appréciable. Plus encore que les statistiques récentes, les principaux indicateurs auxquels ont abouti les enquêtes auprès des entreprises corroborent tous ce risque : les commandes baissent, les marges de ressources inemployées augmentent, les délais de production que représentent les commandes en carnets diminuent et les stocks invendus de produits finis s'accroissent considérablement. Les conséquences socialement et économiquement regrettables de cette évolution sur l'emploi sont évidentes. En octobre dernier, déjà, il ressortait des enquêtes auprès des entreprises que ces dernières avaient cessé d'envisager un accroissement de leurs effectifs. Cependant, des mesures positives visant à soutenir l'activité d'investissement pourraient avoir de bonnes chances de réussir car, après les fortes augmentations de salaires qui viennent d'avoir lieu, les entreprises devraient profondément ressentir le besoin de procéder à des investissements permettant d'économiser la main-d'œuvre.

Graphique 7 Enquêtes auprès des entreprises

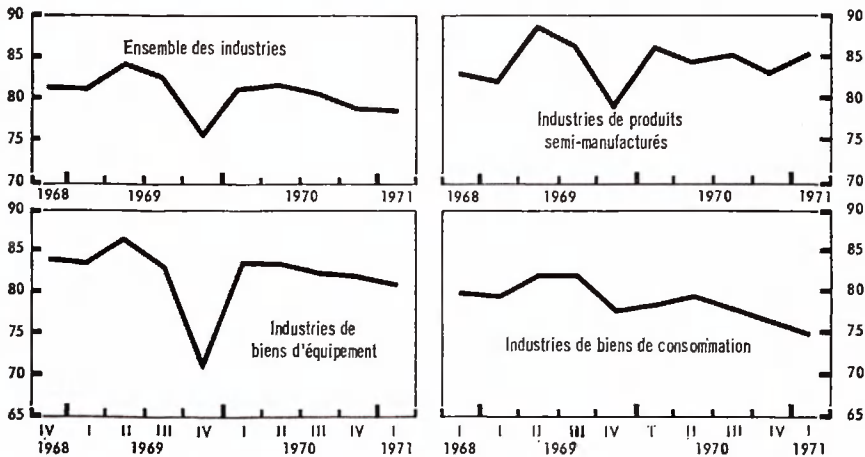
A. SOLDE DES REPONSES POSITIVES ET NEGATIVES EN POURCENTAGE
DU NOMBRE D'OPINIONS SUR LE NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES INTERIEURES



B. OPINIONS SUR LE NIVEAU DES STOCKS DE PRODUITS FINIS (% DES ENTREPRISES)



C. TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITÉ PRODUCTIVE EN %

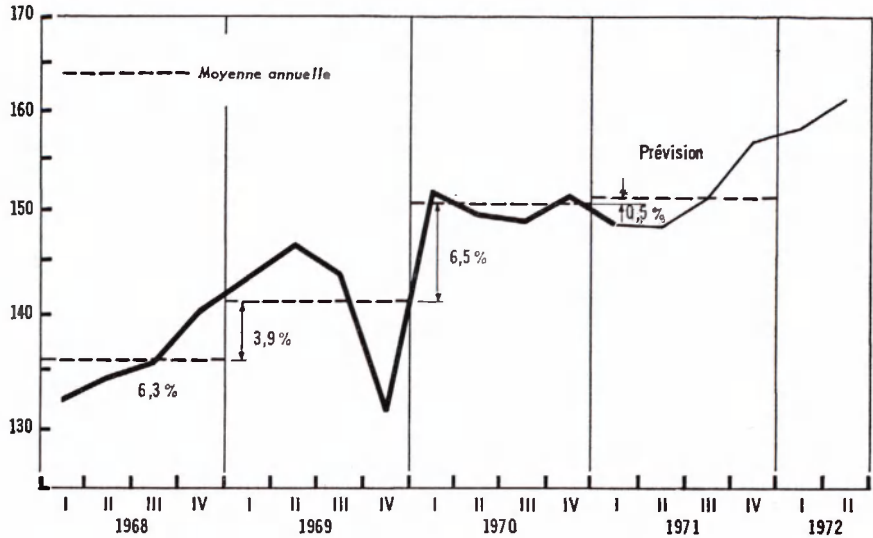


Source : ISCO, Enquêtes auprès des entreprises.

Graphique 8 Production industrielle—Réalisation et prévisions*

Données trimestrielles, corrigées des variations saisonnières

Echelle log.
1963 = 100



* Indice. Sur la base des comptes nationaux les taux de croissance annuels correspondants sont à partir de 1968 et en pourcentage : 9,5, 6,9, 8,0, 2,0.

Sources : ISCO et estimations du Secrétariat.

L'évolution des prix ne dépendra probablement pas au premier chef de la situation de la demande. Il ne semble guère qu'un nouveau relâchement des pressions de la demande puisse ramener le rythme de la hausse des prix à la consommation nettement au-dessous du chiffre actuel de 5 %, sauf de façon très passagère. Il est probable qu'une proportion notable des hausses de coûts intervenues dans le passé n'a pas encore été répercutée sur les prix. Le risque que représente pour l'évolution des prix, si des mesures spéciales ne sont pas prises, le passage l'an prochain à la taxe sur la valeur ajoutée est examiné dans la quatrième partie de la présente Étude. Quant à la balance extérieure, son avenir est incertain dans une large mesure à cause des mouvements de prix qui sont liés à l'évolution future des salaires.

Si la production industrielle marquait une nette reprise durant le second semestre de 1971 (comme l'impliquerait l'hypothèse d'un accroissement de 2 % du PNB) et si le pourcentage de la hausse des prix restait à peu près le même qu'au cours des derniers mois, l'excédent de la balance des paiements courants pour l'année 1971 pourrait s'élever à environ 1,5 milliard de dollars. Si cette évolution générale se poursuivait au premier semestre de 1972, il ne serait pas impossible que l'excédent courant se maintienne à peu près au même niveau. Étant donné les incertitudes actuelles, les calculs détaillés sur lesquels sont fondés ces prévisions ne présentent qu'un intérêt limité. Tout ce que l'on peut noter c'est que, si la tendance générale restait aussi faible

qu'elle l'était ces derniers temps, il pourrait en résulter non seulement une diminution des importations, mais aussi un certain fléchissement des exportations. A moyen terme, il est probable que les exportations auraient davantage à souffrir d'une insuffisance des investissements.

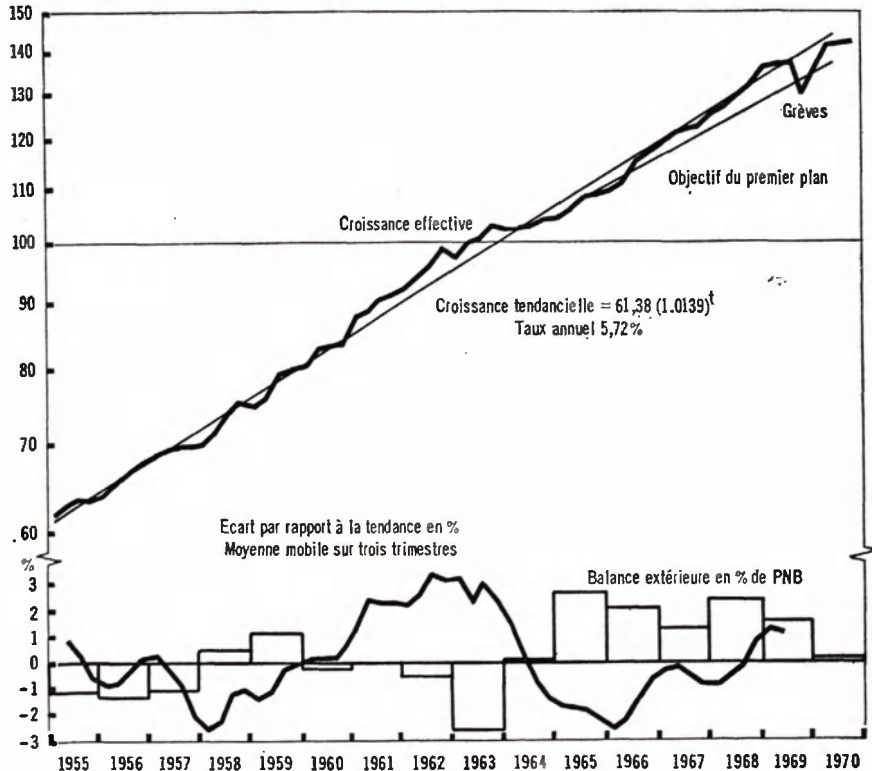
IV MESURES DE RÉFORME

Ces deux dernières années ont été marquées par une agitation et des tensions sociales d'une ampleur inhabituelle. Parmi les causes probablement nombreuses et complexes de ces perturbations, deux revêtent peut-être une importance primordiale. La première a sans doute été le mécontentement croissant éprouvé à l'égard des conditions de vie, qui s'explique notamment

Graphique 9 La croissance de la production réelle, 1955-1970

Chiffres trimestriels de PNB, aux prix de 1963, corrigés des variations saisonnières
Indices, 1963 = 100

Échelle log.



Sources : ISTAT et estimations du Secrétariat.

par les migrations massives vers les villes¹, par l'insuffisance de plus en plus sensible de l'équipement dans des domaines essentiels comme le logement, les transports et les services de santé, et par l'apparition de problèmes d'environnement comme la pollution de l'air et de l'eau. La seconde cause tient à la persistance de disparités considérables de revenu par habitant entre le Nord et le Sud, et entre l'agriculture et les autres branches.

Tableau 8 Ressources affectées aux services sociaux et à l'infrastructure
Montants globaux en pourcentage du PNB (aux prix de 1963)

	1956- 1960	1961- 1965	Premier Plan de développement, 1966-1970	
			Objec- tifs*	Réalisations
1 Consommation publique ¹	16.0	15.3	15.9	15.0
2 Investissements sociaux ²	8.0	8.7	9.1	8.8
3 Total des dépenses sociales (1 + 2)				
<i>dont</i> :	24.0	24.0	25.0	23.8
(i) Construction de logements	6.1	6.4	5.1	6.7
(ii) Services de santé	2.7	3.0	2.7	2.8
(iii) Éducation et recherche	3.3	3.5	5.0	3.7
(iv) Travaux publics (y compris les investissements des organismes autonomes)	1.9	2.3	4.2	1.4

1 Y compris les services médicaux fournis gratuitement aux ménages (dans la comptabilité nationale officielle, ces services sont comptabilisés avec la consommation privée).

2 Y compris la construction de logements, les travaux publics, les chemins de fer et les télécommunications
* Chiffres corrigés pour tenir compte des révisions en hausse des séries de la comptabilité nationale à partir de 1951.

Sources : ISTAT et estimations du Secrétariat.

L'action des pouvoirs publics n'a certes pas été inexistante dans ces domaines. Les autorités ont eu conscience de l'ampleur des problèmes et, de fait, le premier Plan de développement (couvrant la période 1966-1970) avait pour objectif fondamental de faire disparaître progressivement les déséquilibres d'ordre social, industriel et régional. Mais les réalisations sont restées très en-deçà des objectifs fixés. La cause de cet échec n'a pas été l'insuffisance de ressources réelles. Le volume du PIB a progressé en moyenne de 6 % par an entre 1965 et 1970 alors que l'objectif officiel était de 5 %² et, comme la marge de sous-emploi des moyens de production s'est accrue au cours de cette période (voir Graphique 9), on peut penser que le potentiel de production augmentait encore plus vite. En outre, l'important excédent de la balance des opérations courantes, équivalent à 2,5 % du PNB, qui a été enregistré au cours de cette période, représente des ressources qui auraient

1 Au cours des dix dernières années, plus de 3 millions de personnes ont quitté la campagne, et seule une petite proportion d'entre elles est partie à l'étranger.

2 Les modifications apportées ultérieurement aux données de comptabilité nationale impliquent une correction de l'objectif du Plan qui, pour pouvoir être comparé à l'évolution effective, doit être porté à 5,2 % environ.

pu être utilisées en Italie même. Dans le plan, on avait en effet envisagé une balance des paiements à peu près équilibrée. Pour ce qui est des dépenses, les investissements productifs et particulièrement les dépenses sociales sont restés en-deçà de l'objectif fixé. En effet, comme le montre le tableau 8, les dépenses sociales, exprimées en pourcentage du PNB, sont tombées en-dessous du niveau atteint au cours de la décennie précédente. On peut sans doute expliquer en grande partie ce phénomène par une planification insuffisante et un manque d'efficacité de l'administration. En conséquence, les crédits inutilisés se sont accumulés pendant la durée du plan ; en 1970, ils se montaient à plus de 8 000 milliards de liras, soit près de 60 % des crédits votés au titre du budget annuel (voir tableau G de l'Annexe statistique).

On peut tirer un grand enseignement de la mise en œuvre du premier Plan : pour que les programmes soient autre chose que de simples déclarations d'intention, il faut y inclure des plans concrets permettant de réaliser les objectifs de politique économique. Telle est l'orientation adoptée pour le deuxième Plan de développement qui devrait couvrir la période 1971-1975. Les trois grandes réformes actuellement à l'étude — mesures en faveur de la construction de logements, développement économique du Sud et amélioration des services de santé — figureront dans le deuxième Plan avec d'autres projets susceptibles d'être envisagés en fonction de l'expansion prévue des ressources. Les paragraphes ci-après exposent le cadre général et les objectifs de ces plans de réforme et de la réforme fiscale qui entrera en vigueur en 1972.

La réforme en matière de logement

Le problème du logement en Italie n'est sans doute pas un problème de pénurie générale. La construction résidentielle exprimée en pourcentage du PNB a progressé régulièrement au cours des 10 ou 15 dernières années et elle figure maintenant parmi les plus élevées des pays de l'OCDE. Le nombre des habitations s'est accru plus rapidement que la population, même dans les zones d'immigration nette telles que le Nord-Ouest industriel. Le problème véritable est plutôt celui d'un déséquilibre entre la demande et l'offre de logements à loyers peu élevés¹, comme l'indique la diminution de la part des logements sociaux dans le total de la construction résidentielle ces dernières années. Cette part est particulièrement faible dans le triangle industriel (Piémont, Lombardie, Ligurie). A l'intérieur de cette zone, le problème est spécialement aigu à Turin, où le taux de la main-d'œuvre immigrée est très élevé. La proportion de logements financés par l'État a sensiblement diminué au cours des 15 dernières années, et c'est sans doute la principale raison de cette évolution ; elle n'a pas dépassé 5,7 % du total de la construction résidentielle dans la période 1966-1970 alors que l'objectif fixé dans le premier Plan était de 25 %. Le prix élevé du terrain en ville, et les difficultés

1 Un des facteurs qui contribuent particulièrement à l'excès de la demande dans ce secteur est la migration intérieure nette du Sud vers d'autres régions de l'Italie (on l'estime à plus de 1 million $\frac{1}{2}$ de personnes pour la période 1959-1969). Une grande partie de la population qui a émigré vers les grandes villes du Nord appartient vraisemblablement aux catégories les moins favorisées qui, selon une enquête effectuée par la Banque d'Italie, consacrent environ un tiers de leurs revenus au logement. Voir : Banque d'Italie, Bulletin N° 1 de 1971.

Tableau 9 Principaux éléments de la construction de logements de 1956 à 1970

	1956- 1960	1961- 1965	1966	1967	1968	1969	1970
Logements en pourcentage du PNB (volume)	6.1	6.4	6.0	5.9	6.2	6.8	6.1
Logements financés par l'État en pourcentage du total ²	14.4	6.1	6.8	6.8	7.1	4.9	4.1
Logements à loyers modérés en pourcentage du total :							
Italie			43.7	45.9	42.8	..	..
Nord-Ouest			34.6	38.6	32.1	..	..
Turin			11.6	11.8	8.3	..	..

1 Chiffres valables uniquement pour les communes de plus de 50 000 habitants

Source : ISTAT.

2 Source : ISTAT, Annuario Statistico dell'attività edilizia e delle opere pubbliche.

administratives découlant de la multiplicité des organismes publics compétents en matière de logement ont sans doute aussi contribué au manque de vigueur noté dans le secteur de la construction de logements sociaux et à leur mauvaise répartition entre les zones surpeuplées et celles qui le sont moins.

La réforme prévue par le projet de loi actuellement à l'étude vise essentiellement à améliorer les conditions du logement de trois manières. En premier lieu, on envisage un accroissement substantiel de la construction de logements par l'État ; 2 500 milliards de liras doivent y être consacrés au cours d'une période de trois ans, probablement à compter de 1972 (contre seulement 300 millions de liras environ pour la période de trois ans finissant en 1970). Le montant des prêts à intérêts bonifiés du secteur public sera aussi augmenté, et des fonds seront affectés à l'urbanisation de certaines zones et aux investissements d'infrastructure. En second lieu, les services administratifs compétents en matière de construction de logements, actuellement dispersés en un grand nombre d'organismes différents, doivent être réorganisés de manière à centraliser les pouvoirs de décision concernant la planification globale (Comité Interministériel de Planification) et à décentraliser les pouvoirs d'exécution à l'échelon régional. Enfin, des innovations fondamentales visant les critères d'expropriation assureront aux intéressés un dédommagement maximum susceptible d'atteindre cinq fois la valeur que leur terrain peut avoir du point de vue agricole.

La réforme des services de santé

Cette réforme vise essentiellement la réorganisation administrative des nombreux services de santé, qui, ces dernières années, ont enregistré un déficit croissant. Si l'endettement net de la sécurité sociale (compte non tenu des transferts de l'État) a doublé au cours des six dernières années pour atteindre un peu plus de 1 200 milliards de liras en 1970, c'est en grande partie à

cause du déficit des divers services de santé. Ce déficit s'est fortement accru ces dernières années (en raison notamment de la hausse rapide des coûts), en même temps que s'effectuait, dans une certaine mesure, une redistribution des ressources en faveur du Sud. En 1968, dans le Sud, le nombre de lits d'hôpitaux par millier d'habitants n'était que légèrement plus élevé que 10 ans auparavant, malgré l'émigration massive qui s'était produite ; au reste, il demeurait beaucoup plus faible que dans le Nord.

A l'échelon national, si l'on en juge par le taux relativement élevé, et croissant, des lits occupés pendant la période 1956-1968, la demande de services hospitaliers semble avoir dépassé les possibilités offertes, particulièrement en Italie du Sud. En même temps, la part du secteur public dans l'ensemble des services hospitaliers a diminué, et cette tendance a été particulièrement prononcée dans le Sud. Ainsi, les ressources mises dans ce domaine à la disposition des catégories les moins favorisées ont proportionnellement diminué tandis que les coûts moyens ont sans doute augmenté.

Les principales mesures envisagées dans le projet de réforme avaient déjà été prises en considération à l'occasion du premier Plan quinquennal. L'un des points importants est la création d'un Service National chargé d'assurer la coordination des services de santé tant publics que privés. A la base de cette nouvelle structure, le Centre local de Santé placé sous l'autorité de l'administration régionale aura la charge de tous les services de santé actuellement assurés par un certain nombre d'organismes différents. L'ensemble de la population pourra bénéficier de services de médecine générale

Tableau 10 Choix d'indicateurs concernant les services de santé

	1951- 1955	1956- 1960	1961- 1965	1966- 1970
A Part de la consommation publique et privée des services de santé en pourcentage du PNB :				
Ensemble du pays	4.7	4.7	4.8	5.6
Sud du pays	5.5	5.8	6.0	6.8
	1956		1961	1968
B Nombre de lits d'hôpitaux pour mille habitants :				
Ensemble du pays	8	9	10	
Sud du pays	5	6	7	
C Nombre de lits dans les hôpitaux publics, en pourcentage du nombre total de lits :				
Ensemble du pays	85.9	84.1	82.1	
Sud du pays	80.6	77.4	74.8	
D Taux d'occupation des lits dans les hôpitaux publics, en pourcentage :				
Ensemble du pays	79.0	79.3	81.7	
Sud du pays	80.4	86.2	84.3	

Source : ISTAT.

et de services de spécialités médicales¹. Quant au financement de la réforme, on envisage d'affecter une part relativement plus forte du budget aux dépenses des services de santé.

Le développement économique du Sud

Les déséquilibres régionaux constituent probablement l'un des problèmes les plus graves de l'Italie d'aujourd'hui. Les statistiques disponibles montrent qu'après plus de vingt ans d'efforts déployés par l'État pour favoriser l'industrialisation de l'Italie du Sud, l'écart de revenu par habitant entre le Sud et le reste de l'Italie n'a pas diminué malgré une émigration massive vers le Nord et vers l'étranger (tableau 11). En effet, le PIB total et la production industrielle se sont accrus plus lentement dans le Sud que dans le Nord et la valeur ajoutée par personne employée tant dans l'agriculture que dans l'industrie a augmenté plus lentement dans le Sud. En outre, le nombre d'emplois dans l'industrie a progressé moins vite dans le Sud que dans le Nord (entre 1965 et 1969, le nombre d'emplois dans l'industrie a même diminué dans le Sud). Dans ces conditions, le nombre des emplois non agricoles nouveaux dans le Sud n'a représenté ces dernières années que 22,7 % du total national, alors que l'objectif fixé dans le cadre du premier Plan était de 40 %.

L'échec de la politique visant à industrialiser rapidement les régions moins avancées du pays a sans doute eu pour cause essentielle l'insuffisance des investissements. Les différents stimulants utilisés par les autorités n'ont pas eu l'effet escompté sur l'investissement des entreprises, et l'investissement du secteur public a été bien inférieur aux prévisions. Le premier Plan de développement tenait compte de cette faiblesse de l'investissement et l'un de ses objectifs était de porter à 40 % la part du Sud dans les dépenses nationales d'investissement (le taux enregistré en 1962-64 était de 27 %). Selon les estimations pour 1966-1969, cette part est seulement passée à 27,4 %.

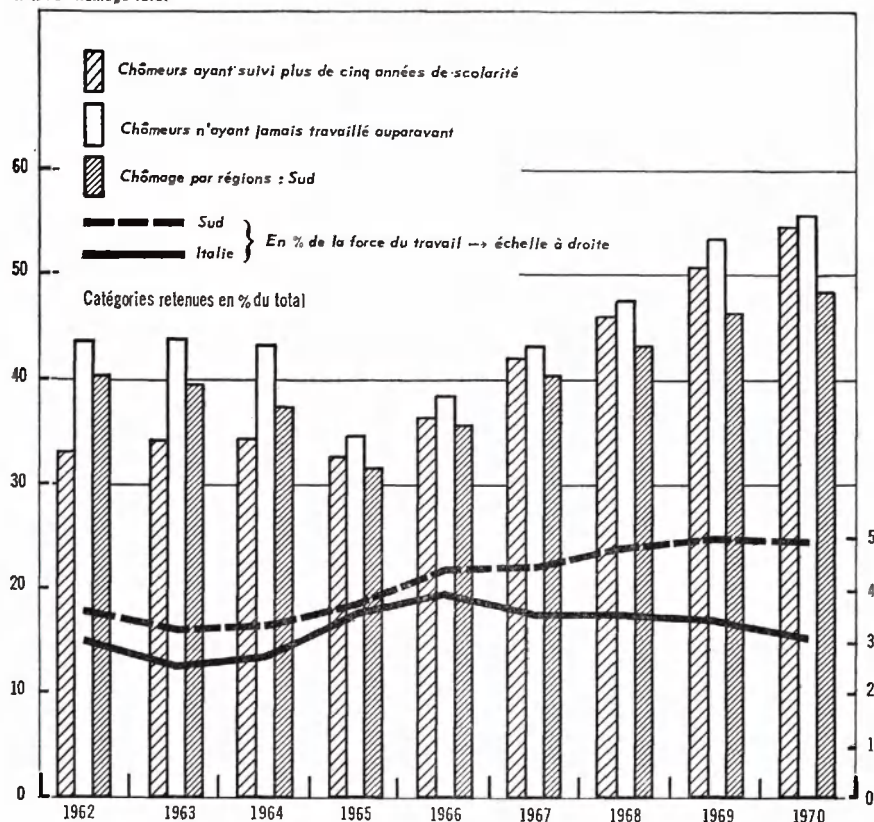
La réforme prévue par le projet de loi a notamment pour objet d'accroître les investissements de l'État et des entreprises publiques dans le Sud : 40 % du total des investissements du secteur public et 80 % des nouveaux projets d'investissements des entreprises publiques en 1971-1975 devraient intéresser la partie méridionale du pays. Les principales mesures visant à encourager les investissements du secteur privé resteront les mêmes (octroi de prêts à intérêts bonifiés, subventions et prise en charge par le budget de contributions de sécurité sociale), mais les critères retenus à cet effet seront aménagés de manière à favoriser notamment un accroissement plus rapide de l'emploi. Les prises en charge par le budget seront plus larges à partir de 1971. Les investissements directs du secteur public pour l'infrastructure, effectués par l'intermédiaire de la « Cassa per il Mezzogiorno », seront développés grâce à un substantiel apport de capitaux. Les pouvoirs d'exécution pour l'ensemble de la politique de développement du Sud seront centralisés et confiés au

1 En 1970, quelque 49 millions de personnes (89,5 % de la population résidente) bénéficiaient de l'actuel régime mutualiste.

Comité Interministériel de Planification Économique (CIPE), mais les régions assumeront une plus grande responsabilité que par le passé, en vertu de la récente réorganisation régionale des pouvoirs législatif et exécutif.

Graphique 10 Chômage : quelques éléments caractéristiques de la structure

En % du chômage total



Source : ISTAT.

La réforme fiscale

La réforme fiscale qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1972 sera l'un des éléments essentiels de la politique de réformes. Le régime actuel, vétuste et compliqué, sera remplacé par un régime plus simple et plus souple qui devrait donner plus d'efficacité à la politique budgétaire. Pour les contributions directes, un impôt unique sur les revenus des particuliers et un impôt sur les bénéfices des sociétés remplaceront l'actuel régime d'imposition des personnes physiques et morales. On envisage également, au niveau des col-

Tableau 11 Indicateurs des déséquilibres régionaux
entre le Nord et le Sud, 1951/53-1967/69

	1951-53		1967-69		1969-1951/53	
	Nord	Sud	Nord	Sud	Nord	Sud
	<i>Moyenne pour l'Italie = 100</i>				<i>Taux de variation annuel moyen en pourcentage</i>	
1 Superficie	59.2	40.8	59.2	40.8	—	—
2 Population	62.8	37.2	64.0	36.0	0.9	0.5
3 PIB au coût des facteurs (prix de 1963)	74.3	25.7	76.1	23.9	5.9	5.2
(i) Agriculture	62.1	37.9	59.8	40.2	2.5	3.1
(ii) Industrie	82.9	17.1	83.4	16.6	8.0	7.4
(iii) Services	74.0	26.0	74.3	25.7	5.2	5.1
4 Investissements dans l'industrie	84.3	15.7	75.4	24.6	4.4	8.3
5 Revenu par habitant	122.0	63.0	120.8	63.0	8.3	8.4
6 Valeur ajoutée par personne employée dans l'agriculture	108.9	89.3	115.1	84.0	8.8	7.7
7 Valeur ajoutée par personne employée dans l'industrie	106.9	76.9	109.1	70.4	6.7	5.9
8 Emplois dans l'agriculture	57.8	42.2	52.1	47.9	-5.4	-3.7
9 Emplois dans l'industrie	76.9	23.1	76.5	23.5	1.9	1.7

Source : ISTAT.

lectivités locales, la création d'impôts sur le revenu des capitaux, sur le revenu des professions libérales, sur les bénéfices des sociétés et sur les plus-values du patrimoine. La simplification des contributions directes devrait améliorer considérablement l'efficacité de l'administration et faciliter la lutte contre l'évasion fiscale.

Le régime des contributions indirectes doit également être simplifié ; l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires (IGE, impôt en cascade sur les ventes), qui produit environ 37 % des recettes indirectes totales, sera remplacé par un impôt sur la valeur ajoutée (TVA) qui frappera toutes les ventes de biens et services¹. Dans la réforme que prévoit le projet de loi, les droits de timbre, les droits d'enregistrement et l'impôt sur les concessions de l'État seront maintenus, ainsi que certains impôts générateurs de recettes importantes (sur les ventes d'huiles minérales, d'électricité, de spiritueux, de tabac, etc.).

La réforme fiscale n'a pas pour objet d'accroître ni de réduire les recettes fiscales : une clause spéciale permet aux pouvoirs publics de modifier les taux d'imposition sans approbation préalable du Parlement, de manière à aligner les recettes fiscales totales sur les résultats précédents. Il est difficile de dire si cette réforme entraînera une modification de l'importance relative des contributions directes et indirectes. Un tel changement dépendra pour beaucoup de la mesure dans laquelle la simplification du système et l'adoption d'un fichier fiscal centralisé permettront de réduire l'évasion fiscale.

1 Le taux de base sera fixé à 12 %, des taux de 6 % et de 18 % étant respectivement applicables aux biens et services essentiels d'une part, « de luxe » d'autre part. Un taux préférentiel pourrait être appliqué aux produits alimentaires.

Le passage à un impôt sur la valeur ajoutée risque d'avoir d'importantes répercussions tant sur les prix que sur l'investissement. L'exemple d'autres pays montre qu'à cause des changements d'incidence des impôts indirects à la suite de l'application de la TVA, il peut se produire une hausse des prix plus forte que celle qui correspondrait au simple effet « mécanique » du changement ainsi opéré ; il s'est en particulier révélé difficile de faire en sorte que les baisses de prix soient effectivement appliquées dans les cas où l'introduction de la TVA aboutissait à une diminution de l'impôt indirect. La situation de la demande au moment de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée sera probablement un facteur déterminant à cet égard. Le fait que la TVA frappant les biens d'équipement pourra être déduite du montant global de la TVA risque de ralentir les achats de cette catégorie dans la période précédant l'entrée en vigueur de la réforme, puis de déclencher une forte expansion ensuite, à moins que des mesures correctives ne soient prises. L'Allemagne, la Hollande et la Belgique ont fait face à cette difficulté en autorisant la déduction d'un montant plus élevé d'année en année au cours d'une période initiale de trois ou de cinq ans. Il est probable que l'Italie adoptera la même solution, en la complétant peut-être par des mesures propres à encourager les investissements pendant la période précédant immédiatement la réforme, par exonération des biens d'équipement de l'actuel impôt sur les ventes (IGE).

V PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET CONCLUSIONS

Il y a maintenant près de deux ans que la phase d'expansion de l'économie italienne s'est interrompue. La croissance du produit national est très lente depuis l'été de 1969. La production industrielle s'était nettement redressée au début de 1970 après une baisse brutale due à des grèves massives, mais elle n'a pratiquement pas progressé depuis. Les causes du quasi-plafonnement de la production ne sont pas d'ordre conjoncturel. Au départ, ce sont surtout de multiples arrêts de travail qui ont empêché la production d'augmenter. Mais des facteurs étrangers au cycle conjoncturel et l'évolution des revenus, des coûts et des opérations extérieures ont par leur interaction provoqué une modification de la situation économique au premier semestre de 1971. Les perturbations persistantes qui affectent le secteur productif empêchent encore la production d'augmenter de façon sensible, mais les symptômes d'un affaiblissement de la demande sont de plus en plus nombreux, ce qui pourrait entraîner un processus déflationniste cumulatif. Le nombre des emplois non agricoles a continué d'augmenter jusqu'au début de 1971, en partie à la suite des négociations qui ont abouti à une réduction du temps de travail hebdomadaire. Il pourrait évoluer défavorablement pendant le reste de l'année si, au ralentissement prévisible d'un secteur à forte intensité de main-d'œuvre comme la construction de logements, venait s'ajouter un nouvel affaiblissement d'autres composantes de la demande — et en particulier de l'investissement des entreprises.

Les responsables de la politique économique se trouvent donc devant une tâche ardue. Déterminer la politique à suivre n'a pas été chose facile

depuis dix huit mois, car au cours de cette période, les tendances de l'économie ont fréquemment changé, l'incertitude a plané sur la situation politique et sociale, et de fortes tensions se sont, pendant un temps, exercées sur la balance des paiements. Le développement notable des investissements des administrations publiques et des entreprises appartenant à l'État constitue l'un des principaux résultats à inscrire à l'actif de la politique économique pendant cette période ; il a contribué à maintenir le total des investissements à un certain niveau et il a sans doute représenté, dans les premiers mois de 1971, l'un des rares éléments de fermeté de la demande intérieure globale. Les autorités ont durci la politique monétaire jusqu'à l'été de 1970 (plaçant ainsi dans une situation difficile les petites entreprises qui avaient plus de mal à absorber les fortes augmentations de salaires) à cause de l'importance préoccupante des sorties de capitaux et de la spéculation contre la lire. Après avoir réussi à renverser la tendance des mouvements de capitaux, en partie grâce à de grands emprunts contractés à l'étranger par des organismes et des entreprises publiques, les autorités ont progressivement assoupli leur politique monétaire. Le train de mesures budgétaires décidées au mois d'août 1970 a eu un effet favorable immédiat et a rétabli la confiance dans la monnaie. Son incidence nette sur la demande a sans doute, comme on l'a vu plus haut, été plus rigoureuse que prévu. Au début de 1971, se fondant sur des prévisions annonçant une demande d'investissement privé relativement forte et un essor prochain de la production, le gouvernement a fixé certaines limites au déficit tolérable du Trésor. Leur justification économique a cependant disparu, la faiblesse de la demande intérieure privée devenant progressivement plus manifeste.

Au moment de la rédaction de la présente étude, les autorités envisagent d'adopter une série de mesures de relance. Certaines décisions ont déjà été annoncées — visant notamment à réagir contre la baisse d'activité dans le secteur de la construction de logements — mais l'évolution récente semble appeler une politique résolument expansionniste qui porte ses fruits à relativement court terme. Mise à part la nécessité d'éviter une aggravation du chômage, une telle politique semble tout à fait indiquée d'un point de vue purement économique. La balance des paiements courants est sans doute excédentaire et la forte augmentation des réserves officielles laisse une marge suffisante pour permettre d'ajuster la politique de régulation de la demande aux besoins du pays. Les prix vont forcément continuer de refléter pendant quelque temps les accroissements considérables des coûts qui s'étaient produits précédemment. Mais un mouvement de récession ne saurait guère contribuer, sauf de façon tout à fait passagère à freiner la hausse inflationniste des prix. Il semble au contraire que le meilleur moyen de réduire progressivement la pression exercée sur les coûts soit de prendre des mesures d'incitation visant en particulier à encourager les investissements privés.

Etant donné le volant actuel de ressources inemployées la relance pourrait être générale. Toutefois, dans une perspective dépassant l'avenir immédiat, il est évidemment très nécessaire de faire un effort particulier en faveur de mesures qui encouragent les investissements productifs et sociaux, qui contribuent à réduire les coûts et à limiter les hausses de prix et qui créent de nouvelles possibilités d'emploi. Il serait en outre souhaitable que certaines

de ces mesures expansionnistes puissent facilement être inversées. Afin d'atteindre leur but, les mesures de relance sélectives devraient se traduire, assez rapidement, par des résultats globaux assez conséquents. L'annonce rapide de décisions déterminées dans ce sens devrait, par elle-même, avoir une incidence favorable, étant donné que l'attente de nouvelles mesures a eu pour effet apparemment de retarder certaines décisions de la part des entreprises.

Le premier objectif d'une politique d'expansion sélective semblerait être de maintenir la progression tendancielle récente des investissements de l'Etat, des organismes publics et des entreprises appartenant à l'Etat. Les plans d'investissement des entreprises d'Etat pour 1971 sont de fait si considérables qu'il faudra peut-être déployer des efforts particuliers pour les exécuter dans les délais prévus. Cependant, aussi longtemps que la demande privée restera faible, il sera justifié de recourir plus largement à l'emprunt pour financer des dépenses publiques supplémentaires, affectées non seulement à l'investissement et à des transferts en capital, mais aussi à des opérations courantes. Il semblerait souhaitable de différer pour l'instant tout relèvement des tarifs publics et des prix réglementés par les autorités. La décision prise récemment de réduire les impôts sur les produits pétroliers pour compenser la hausse des prix sur les marchés internationaux donne à penser que les autorités sont disposées à agir dans ce sens. Le blocage des tarifs publics devra sans doute être maintenu dans les premiers mois de 1972 et s'accompagner de mesures spéciales de surveillance des prix pour éviter que l'adoption en janvier prochain de la taxe à la valeur ajoutée ne provoque des hausses de prix injustifiées.

Indépendamment de l'influence directe que peut exercer le secteur public, les autorités pourraient envisager de prendre des mesures pour soutenir les investissements privés. Dans les circonstances actuelles, il ne faudrait pas que le coût budgétaire de ces mesures soit équilibré par des recettes qui pèseraient sur les revenus et la demande du secteur privé. La réduction provisoire des cotisations patronales à la sécurité sociale et une diminution immédiate de la taxe sur le chiffre d'affaires qui frappe les investissements — ayant pour résultat de devancer l'effet du passage à la taxe à la valeur ajoutée — figurent, semble-t-il, parmi les mesures envisagées. Ces deux dispositions présentent l'avantage d'être simples, d'avoir des effets rapides et de réduire les pressions qui s'exercent sur les coûts et les prix. A en juger par des mesures prises dans le passé en Italie, les cotisations de sécurité sociale pourraient sans difficulté être modifiées en sens inverse à l'avenir si l'état de l'économie l'exigeait. Pour ce qui est de la politique monétaire, on constate que c'est la demande et non l'offre de crédit qui est faible. Cependant, de nouvelles mesures spéciales peuvent être envisagées pour faciliter le financement du logement et des petites entreprises. Quoi qu'il en soit on ne peut pas laisser le niveau général des taux d'intérêt baisser au point d'encourager à nouveau les sorties de capitaux.

Le gouvernement prépare actuellement d'importantes réformes de structure. Il s'agit notamment d'une refonte du système fiscal qui doit prendre effet en 1972, de modifications profondes de la législation sur la construction de logements, d'une réorganisation des services de santé et de plans visant

à favoriser le développement économique du Sud. Certains textes législatifs sont déjà soumis à l'approbation du Parlement et il faut espérer que ces importantes réformes prendront effet dans les meilleurs délais. Il n'est guère besoin de souligner combien elles contribueront à corriger les déséquilibres économiques et à résoudre des problèmes sociaux aigus. De plus, l'adoption rapide de décisions concernant ces projets réduirait certaines incertitudes qui pèsent sur les plans d'investissement des entreprises, et aurait une influence favorable sur le climat social.

La phase actuelle de faiblesse relative de la demande intérieure constitue une occasion favorable pour la mise en œuvre de réformes impliquant, entre autres conséquences, une certaine augmentation des dépenses publiques. Cependant, ces réformes absorberaient dans l'avenir un volume appréciable des ressources. L'accroissement de l'offre nécessaire pour faire face à des besoins individuels et collectifs en augmentation suppose une reprise du processus d'expansion économique. Les possibilités foncières de l'économie italienne sont sans doute considérables et la position de la balance des paiements est encore très favorable (c'est ainsi que l'année dernière elle s'est soldée par un excédent malgré des tensions et difficultés particulières). Cependant, aucun système économique ne peut indéfiniment faire face sans dommages sérieux à une situation dans laquelle l'appareil de production ne fonctionne pas normalement.

ADDENDUM

MESURES RÉCENTES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La rédaction de la présente Étude économique était achevée lorsque le Gouvernement italien a annoncé, le 3 juillet 1971, une série de mesures de relance visant à aider principalement les petites et moyennes entreprises.

Diverses mesures entrent ainsi en vigueur dès la publication du décret-loi les concernant, mais elles doivent être approuvées par le Parlement dans un délai de soixante jours. On peut les classer en deux grandes catégories :

1 *Budgétisation des cotisations de sécurité sociale*

- (a) Le montant des cotisations patronales à la Caisse de Retraite et de Chômage (INPS) sera réduit d'une somme égale à 5 % du montant des salaires servant d'assiette aux cotisations. Cette mesure ne s'appliquera que pendant un an et seulement, à concurrence de 300 salariés, aux entreprises n'employant pas plus de 500 personnes. Certains secteurs sont exclus du champ d'application de ces dispositions, et en particulier les entreprises du bâtiment qui bénéficient déjà de mesures spéciales.
- (b) Les cotisations patronales de toutes les entreprises installées dans le Sud du pays avaient été partiellement prises en charge par le budget en octobre 1968. Le taux de budgétisation est maintenant porté à 30 % du montant des salaires servant d'assiette aux cotisations, mais cette majoration ne s'applique que pour le personnel nouvellement embauché. Ces mesures d'encouragement, qui devraient venir à expiration à la fin de l'année 1972, ont été prorogées jusqu'à la fin de 1980, de manière que l'effet s'en fasse sentir sur les plans à long terme des entreprises.

2 *Facilités spéciales de crédit*

De nouveaux transferts de fonds budgétaires à diverses caisses gérées par les établissements de crédit spécialisés permettront d'augmenter le volume des avances consenties à des conditions de faveur à certaines catégories d'emprunteurs : petites et moyennes entreprises, artisans, exploitants agricoles, etc. Parallèlement, le montant des crédits budgétaires affectés à la bonification des taux d'intérêt applicables à ces avances est relevé. En outre, les crédits budgétaires sur lesquels sont imputés les ristournes fiscales aux exportateurs sont substantiellement augmentés afin d'accélérer le règlement de ces dernières.

Les textes législatifs estiment les charges budgétaires que représentent chacune des mesures visées ci-dessus, mais, conformément aux règles en vigueur en Italie, ces estimations sont calculées « sur la base des engagements » et visent des périodes variables. En ce qui concerne les mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus, aucune estimation officielle n'a encore été publiée au sujet de leur coût réel (comptabilité de gestion) au cours des douze prochains mois. D'après des calculs approchés du Secrétariat, il pourrait être de l'ordre de 250 milliards de lire. Cette intervention impliquerait une réduction d'environ 3 % des coûts de main-d'œuvre supportés par les entreprises intéressées qui emploient à peu près les trois quarts de la population active, abstraction faite de l'agriculture, de la construction et du secteur Etat. Quant aux mesures visées au paragraphe 2, leur coût budgétaire ne constitue pas une indication suffisante pour permettre d'en évaluer l'incidence sur l'économie.

3 Réduction de la charge de l'impôt sur le chiffre d'affaires

En outre, le Gouvernement a annoncé son intention de proposer un amendement au projet de loi portant réforme fiscale actuellement en discussion au Parlement ; cet amendement vise à réduire la charge de l'impôt sur le chiffre d'affaires (IGE) pour certaines opérations effectuées durant le second semestre de 1971. La taxe sur le chiffre d'affaires acquittée par les entreprises au titre des opérations suivantes sera déductible en totalité de la taxe sur la valeur ajoutée qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1972 :

- (a) IGE ayant grevé les acquisitions de biens d'équipement effectuées par toutes les entreprises au cours des 6 mois précédant l'institution de la TVA ;
- (b) IGE ayant grevé les acquisitions de matières premières et de produits intermédiaires effectuées par les entreprises industrielles au cours des 4 mois précédent l'institution de la TVA (délai ramené à 2 mois pour les achats similaires effectués par les entreprises commerciales).

Annexe

**ESTIMATION DE LA STRUCTURE DES COUTS
ET DES RECETTES DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES**

PAGE BLANCHE

Annexe

ESTIMATION DE LA STRUCTURE DES COÛTS ET DES RECETTES DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES

L'objet de l'exercice est d'établir le compte de production des entreprises manufacturières, afin d'estimer la structure de leurs coûts et de leurs recettes, ventilés par grandes composantes, au cours de la période 1961-1970 (tableau 1). Les estimations annuelles ont été établies à partir de trois tableaux entrées-sorties de l'économie italienne déjà publiés (1959, 1965 et 1967)¹, ces tableaux étant raccordés entre eux et extrapolés au moyens d'indicateurs de prix et de quantités.

On suppose que les recettes totales sont égales à la production brute qui est elle-même équivalente à la valeur brute des biens produits. En d'autres termes, tous les biens produits sont considérés comme vendus soit à l'étranger (exportations) soit sur le marché intérieur, et, faute de données statistiques, on n'a pas estimé la part de la production qui rentre dans les stocks des entreprises, sous forme de produits en cours de fabrication ou de produits finis, ou dans leur formation de capital fixe. De ce fait, les recettes totales des entreprises ont peut-être été légèrement surestimées.

L'évolution de la production brute annuelle a d'abord été estimée en volume, aux prix départ usine², la série officielle de la valeur ajoutée réelle établie par l'Institut National de la Statistique (ISTAT) servant à cet effet de variable indicatrice. On avait précédemment pu constater que la production brute réelle obtenue à partir des tableaux entrées-sorties éliminant les variations des prix des exportations et des ventes intérieures séparément, suivait de très près l'évolution de la valeur ajoutée réelle entre 1959 et 1967.

Après avoir divisé les exportations³ par l'indice des valeurs unitaires moyennes des exportations non alimentaires, on les a retranchées de la production brute pour obtenir les ventes intérieures en volume et aux prix départ usine (tableau 2). En appliquant à celles-ci un indice des prix de gros non

1 Le tableau entrées-sorties pour 1959 a été sommairement ajusté pour tenir compte d'une légère révision ultérieure de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière. En outre, on a éliminé les services fournis par l'Administration Publique qui étaient considérés dans ce tableau comme des entrées pour les entreprises, afin de l'aligner sur les tableaux de 1965 et de 1967, conformes à cet égard aux définitions normalisées de l'OCDE.

2 C'est-à-dire les prix des produits au moment où ils quittent le stade de la production, impôts indirects nets inclus, mais marges commerciales et frais de transport non compris. En retranchant les impôts indirects nets payables sur la production, on obtient une mesure approchée des valeurs au coût des facteurs.

3 Les exportations de produits manufacturés (recensées dans les statistiques douanières) ont été évaluées aux prix départ usine par soustraction des marges commerciales et des frais de transport. On y a ensuite ajouté certaines exportations de l'industrie manufacturière qui ne sont pas recensées dans les statistiques douanières (réparations, entretien, etc.) afin d'obtenir le total des ventes à l'étranger (tableau 2, a, b).

Tableau 1 Structure de la production et des coûts des entreprises manufacturières
Aux prix courants, en pourcentages

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
PRODUCTION (au coût des facteurs)										
Ventes intérieures	84.3	84.4	84.6	82.6	79.8	79.8	79.9	78.2	77.3	77.9
Exportations	15.7	15.6	15.4	17.4	20.2	20.2	20.1	21.8	22.7	22.1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
COÛTS										
Matières et énergie	60.4	59.1	56.3	55.4	55.6	57.1	56.6	56.6	56.0	54.4
Achats au marché intérieur	37.7	37.4	33.2	34.3	34.8	35.0	34.4	35.3	32.6	30.5
Achats à l'étranger	22.7	21.7	23.1	21.1	20.8	22.1	22.2	21.3	23.4	23.9
Autres entrées	10.2	10.6	10.5	11.1	11.7	11.6	11.1	11.3	10.9	10.6
Main-d'œuvre	29.4	30.3	33.2	33.5	32.7	31.3	32.3	32.1	33.1	35.0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : ISTAT et estimations du Secrétariat.

Tableau 2 Ventes à l'étranger, ventes intérieures et production totale de l'industrie manufacturière
Milliards de livres

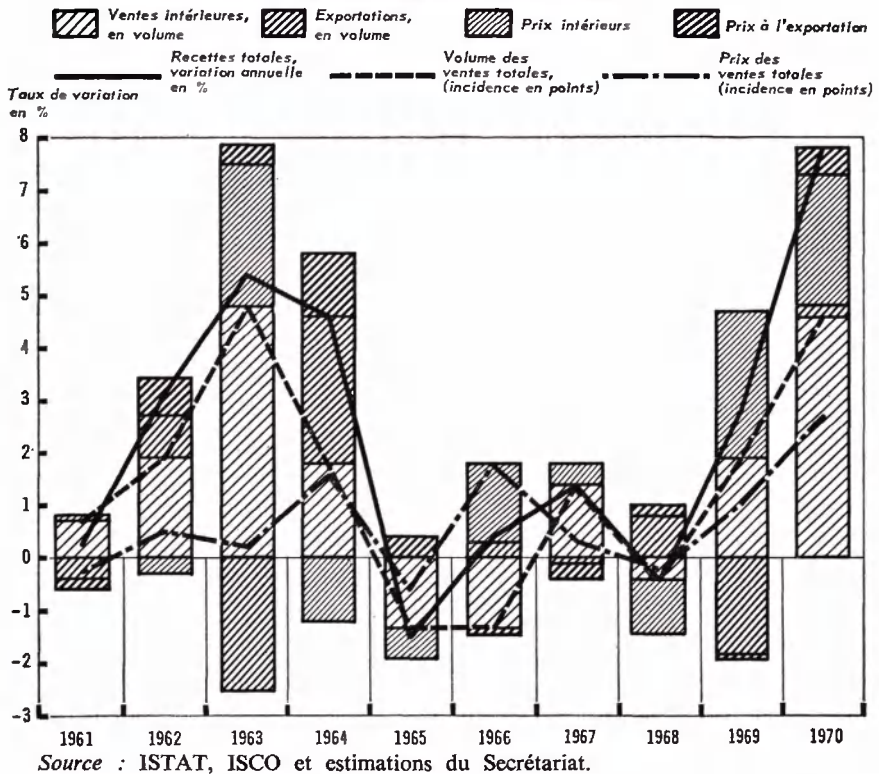
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
(a) Exportations de produits manufacturés	2 327	2 590	2 856	3 399	4 112	4 633	5 062	6 044	6 905	7 817
(b) Ventes à l'étranger au coût des facteurs ¹	2 257	2 512	2 770	3 297	3 984	4 494	4 921	5 824	6 698	7 582
(c) Valeurs moyennes des exportations non alimentaires (indices)	102.2	102.4	103.1	105.9	100.0	98.0	99.0	97.4	100.8	108.4
(d) Ventes à l'étranger (aux prix de 1965)	2 208	2 453	2 687	3 113	3 984	4 586	4 971	5 979	6 645	6 994
(e) Production totale, prix départ usine (prix de 1965)	17 470	19 339	20 596	20 864	21 949	24 407	26 911	29 414	31 385	33 896
(f) Ventes intérieures (aux prix de 1965) (e — d)	15 262	16 886	17 909	17 751	17 965	19 821	21 940	23 435	24 740	26 902
(g) Prix de gros non agricoles (indices)	89.4	90.7	95.0	99.1	100	101.4	101.4	101.4	104.8	113.1
(h) Ventes intérieures, en valeur, prix départ usine	13 626	15 302	17 016	17 595	17 965	20 085	22 247	23 760	25 946	30 435
(i) Impôts indirects sur les produits manufacturés	1 538	1 676	1 770	1 981	2 226	2 344	2 693	2 828	3 200	3 680
(l) Ventes intérieures, en valeur, au coût des facteurs	12 088	13 626	15 246	15 614	15 739	17 741	19 554	20 932	22 746	26 755
(m) Production totale au coût des facteurs ((l) + (b))	14 345	16 138	18 016	18 911	19 723	22 235	24 475	26 756	29 444	34 337
(n) Prix perçu par les entreprises ² (indices)	91.4	92.8	97.3	100.9	100	101.3	101.1	101.1	104.2	112.6

1 Augmentées des exportations non recensées dans les statistiques douanières (réparations, entretien, etc.) et diminuées des marges commerciales et des frais de distribution.

2 m : e sous forme d'indice.

Sources : ISTAT et estimations du Secrétariat.

Graphique 1 Incidence des différentes composantes sur les variations des recettes totales



agricoles et en retranchant du montant ainsi calculé les impôts indirects nets sur les produits manufacturés, on a évalué les ventes intérieures au coût des facteurs. Ainsi que l'indique le tableau 1, une part croissante de la production totale des entreprises manufacturières a été écoulée sur les marchés étrangers : à la fin de la période considérée les exportations représentaient environ 22 % des ventes totales, contre 15,7 % neuf ans plus tôt. Le Graphique 1 montre que cette évolution a été presque exclusivement imputable à la forte croissance du volume des exportations. Les prix à l'exportation n'ont au contraire monté que modérément et ils sont restés loin derrière les prix intérieurs, en particulier au cours de la période 1964-1968, pendant laquelle ils ont en fait accusé une baisse, probablement due à une notable amélioration de l'évolution des coûts.

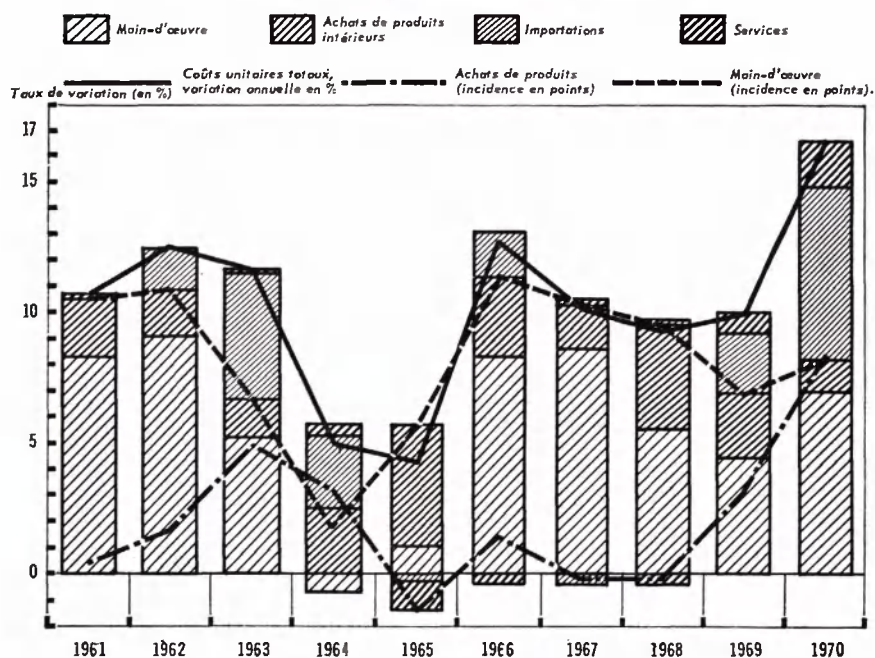
Au débit du compte de production, les éléments de coûts retenus dans le présent exercice sont les entrées de matières et d'énergie (évalués aux prix départ usine), les marges correspondantes et les services divers, ainsi que les coûts de main-d'œuvre : en d'autres termes, ni l'amortissement ni l'excédent d'exploitation ne sont inclus. Les entrées de matières et d'énergie ont d'abord été estimées en volume. Le rapport entre les taux moyens de variation des sorties et des entrées (en volume) entre 1959 et 1965 a été utilisé

Tableau 3 Entrées matérielles : achats à l'étranger et au marché intérieur
Milliards de livres

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
(a) Importations de l'industrie manufacturière, sur la base des statistiques douanières	2 331	2 560	3 073	2 969	3 045	3 614	4 069	4 250	5 150	6 135
(b) Achats à l'étranger (impôts compris)	2 646	2 896	3 464	3 340	3 412	4 047	4 550	4 749	5 741	6 832
(c) Valeurs unitaires moyennes des importations (1959 = 100)	97.9	96.0	96.5	101.4	103.6	104.6	104.4	104.1	107.0	112.8
(d) Achats à l'étranger, volume	2 703	3 017	3 590	3 294	3 293	3 869	4 358	4 562	5 365	6 057
(e) Total des entrées matérielles, en volume	7 040	7 723	8 031	8 047	8 193	9 300	10 324	11 170	11 823	12 651
(f) Achats au marché intérieur, en volume (e - d)	4 337	4 706	4 441	4 753	4 900	5 431	5 966	6 608	6 458	6 594
(g) Indice des prix des produits achetés au marché intérieur (1959 = 100)	101.6	105.9	111.5	114.4	116.8	118.3	118.4	119.4	123.8	131.9
(h) Achats au marché intérieur, en valeur	4 407	4 984	4 954	5 439	5 723	6 421	7 064	7 890	7 996	8 692
(i) Achats totaux, en valeur (b + h)	7 053	7 880	8 418	8 779	9 135	10 468	11 614	12 639	13 737	15 524

Sources : ISTAT et estimations du Secrétariat.

Graphique 2 Incidence des différentes composantes sur les variations des coûts unitaires totaux



Source : ISTAT, ISCO et estimations du Secrétariat.

pour calculer les taux de variation du volume des entrées dans les années intermédiaires. Le même rapport calculé pour 1959-67 a servi à évaluer l'évolution des entrées au cours de la période 1968-1970.

Les importations¹ en volume ont ensuite été retranchées des achats totaux. On a ainsi obtenu un indice de quantité pour les achats au marché intérieur qui, combiné avec un indice des prix spécialement établi à cet effet², a permis de calculer les achats au marché intérieur en valeur (tableau 3). En ce qui concerne les autres entrées, on a effectué des estimations séparées pour les services directement liés à la production et pour les autres services. Les tableaux entrées-sorties ont fourni trois rapports entre les services de commerce et de transport et les entrées de biens d'origine intérieure : ces rapports font apparaître une tendance régulièrement croissante de 1959 à

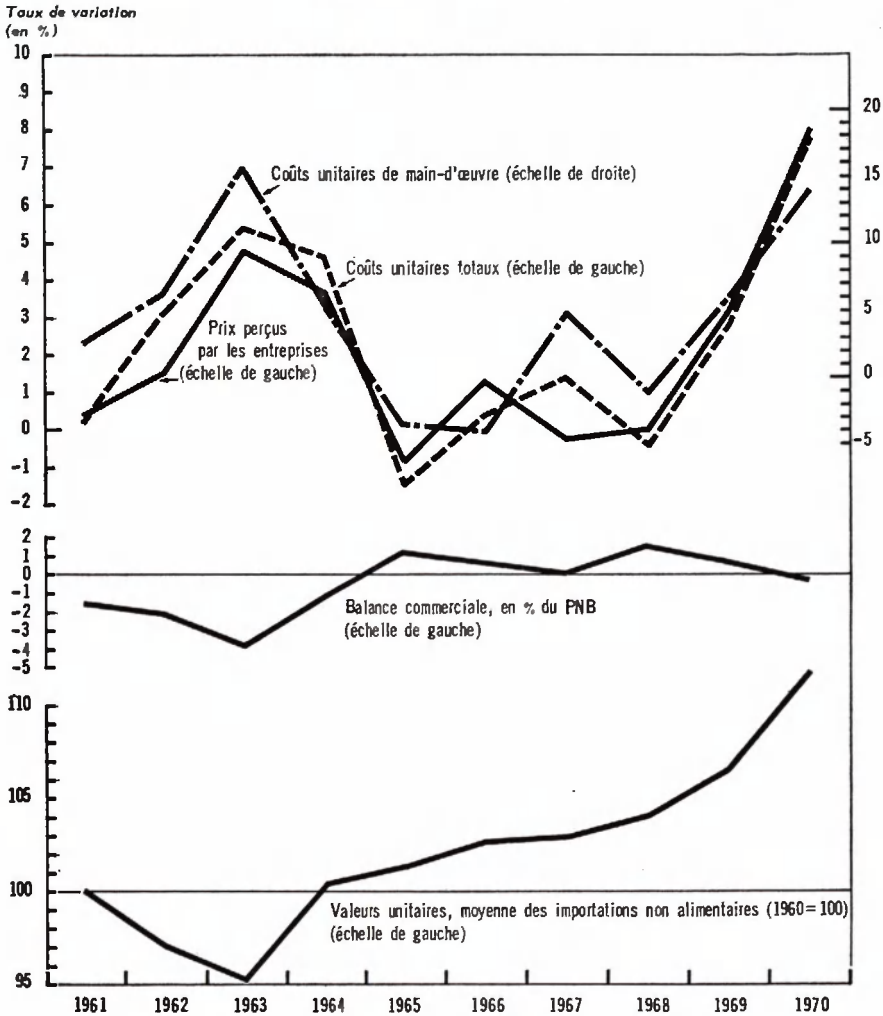
1 Le tableau entrées-sorties ventilé en 77 branches a permis de reconstituer en détail la teneur en importations des entrées. Le recoupement avec les statistiques douanières a ensuite permis de regrouper toutes les importations de l'industrie manufacturière sous environ 70 positions douanières. Les impôts indirects frappant les importations ont enfin été ajoutés au montant de ces postes pour obtenir les « Achats à l'étranger » (tableau 3, a, b).

2 L'indice des prix retenu pour les entrées de biens et d'énergie d'origine intérieure est une moyenne pondérée :

(a) des prix de gros des produits agricoles (b) des prix de gros des produits non agricoles (c) et des prix de gros des « matières auxiliaires » (électricité, etc.).

Italie

Graphique 3 Évolution comparée des coûts et des prix. La pression de la demande et la concurrence extérieure



Sources : ISTAT, ISCO et estimations du Secrétariat.

1967, et cette tendance a été extrapolée pour les années suivantes. Les autres services ont accusé une évolution assez irrégulière, leur part dans la production brute augmentant entre 1959 et 1965, et diminuant ensuite entre 1965 et 1967. On a supposé qu'en 1969-1970 cette part resterait la même qu'en 1967. Les coûts de main-d'œuvre sont égaux aux rémunérations des salariés de l'industrie manufacturière estimées par les comptes nationaux.

A la différence de ce qui s'est passé pour la production, la composante extérieure des entrées matérielles a fait preuve d'une relative stabilité entre

1961 et 1968, tandis que la composante intérieure diminuait un peu, en dépit d'une hausse des prix des achats intérieurs qui, au cours de cette période, a été près de trois fois plus rapide que celle des valeurs unitaires moyennes des importations (tableau 3). La part des importations s'est sensiblement accrue en 1969 et en 1970, à cause surtout des difficultés d'approvisionnement intérieur, qu'on connaît, et qui ont gonflé les importations de demi-produits, mais aussi par suite d'une forte hausse des prix à l'importation. Les coûts de main-d'œuvre suivent une tendance à long terme ascendante, qui se décompose en brusques augmentations dans les années où des conventions salariales ont été conclues, et en périodes d'ajustement à la nouvelle répartition. En fait, comme le montre le Graphique 2, ce sont les variations brutales des coûts de main-d'œuvre qui ont déterminé au premier chef l'évolution des coûts unitaires totaux, encore que, à certaines époques, les prix des entrées matérielles aient aussi accusé des changements considérables. Ainsi, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté à peu près dans les mêmes proportions à l'occasion des deux explosions de salaires de 1963 et 1970, mais les coûts totaux ont monté nettement plus vite en 1970, à cause de l'incidence beaucoup plus forte des coûts des entrées matérielles, surtout d'origine étrangère.

Ces estimations comportent évidemment des marges d'erreur qui sont probablement plus fortes si l'on considère les valeurs absolues des coûts et des recettes que si l'on envisage leur évolution annuelle respective. Les erreurs sont peut-être encore plus importantes pour les variables calculées par différences, telles que l'excédent d'exploitation¹ qu'on pourrait obtenir en faisant la différence entre les recettes totales et les coûts totaux. En fait, les estimations de la valeur ajoutée tirées des comptes de production diffèrent en certains cas, et tout particulièrement en 1970, des chiffres officiels des comptes nationaux. Il convient toutefois, de ne pas perdre de vue que le dernier « Rapport économique général » soulignait le caractère provisoire des estimations relatives à 1970, et indiquait qu'elles seraient probablement révisées en hausse.

1 L'excédent d'exploitation au cours d'une période donnée est égal à la différence entre la valeur ajoutée et la somme des coûts supportés pendant cette période pour la rémunération des salariés et la consommation de capital fixe.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A Comptes nationaux
(a) Dépense nationale et produit national
En milliards de livres

	Aux prix courants					Aux prix de 1963				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970 ¹
DÉPENSE :										
1 Consommation privée	25 561	28 214	30 066	32 879	37 220	22 688	24 310	25 492	27 087	29 241
2 Consommation publique	5 521	5 861	6 382	6 910	7 404	4 535	4 729	4 925	5 088	5 250
3 Formation brute de capital fixe	7 283	8 323	9 322	10 695	12 327	6 550	7 320	8 027	8 669	8 995
<i>dont</i> : Construction	4 710	5 258	5 909	6 994	7 809	4 088	4 413	4 822	5 274	5 159
Équipement et outillage	2 573	3 065	3 413	3 701	4 518	2 462	2 907	3 205	3 395	3 836
4 Variation des stocks	387	634	80	440	905	302	420	70	322	760
5 Exportations de biens et services	6 878	7 442	8 509	9 761	10 858	6 758	7 204	8 304	9 375	9 885
6 <i>moins</i> : Importations de biens et services	6 072	6 919	7 380	8 927	10 777	5 767	6 501	6 975	8 379	9 724
7 PIB aux prix du marché	39 558	43 555	46 979	51 758	57 937	35 066	37 482	39 843	42 162	44 407
8 Revenus des facteurs en provenance du reste du monde	516	523	610	804	929	453	492	575	730	829
9 <i>moins</i> : Revenus des facteurs au reste du monde	245	274	309	413	622	215	265	301	397	565
10 Revenus nets des facteurs en provenance du reste du monde	271	249	301	391	307	238	227	274	333	264
11 PNB aux prix du marché	39 829	43 804	47 280	52 149	58 244	35 304	37 709	40 117	42 495	44 671
PRODUCTION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ										
1 Agriculture, sylviculture et pêche	4 482	4 905	4 650	5 171	5 330	4 249	4 566	4 431	4 578	4 578
2 Industries extractives, manufacturières et services d'utilité publique	10 590	11 706	12 858	14 227	16 542	10 014	10 954	11 994	12 816	13 842
3 Construction	2 672	2 976	3 332	3 906	4 441	2 117	2 237	2 436	2 621	2 588
4 Services du secteur privé	13 260	14 619	16 190	17 802	19 886	11 323	11 997	12 900	13 736	14 624
5 Administration publique	4 329	4 533	4 910	5 256	5 650	3 490	3 570	3 674	3 747	3 859
6 PIB au coût des facteurs	35 333	38 739	41 940	46 362	51 849	31 193	33 324	35 435	37 498	39 491

1 Données provisoires.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale 1970.

Tableau A Comptes nationaux
(b) Répartition du revenu national

	En milliards de liras, aux prix courants					Répartition en pourcentage				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
1 Part échéant aux ménages et aux entrepreneurs individuels	30 658	33 806	36 458	40 339	45 530	95.1	95.6	95.0	95.0	96.5
(a) Rémunération des salariés	18 134	19 990	21 757	24 010	27 840	56.3	56.5	56.7	56.5	59.0
(b) Revenu des travailleurs indépendants	9 726	10 635	11 073	12 294	13 177	30.2	30.1	28.8	28.9	27.9
(c) Intérêts, rentes et dividendes	2 798	3 181	3 628	4 035	4 513	8.7	9.0	9.4	9.5	9.6
2 Part échéant aux Sociétés	1 519	1 562	2 028	2 193	1 758	4.7	4.4	5.3	5.2	3.7
(a) Impôts directs	678	808	864	902	916	2.1	2.3	2.2	2.1	1.9
(b) Épargne (non distribuée)	841	754	1 164	1 291	842	2.6	2.1	3.1	3.1	1.8
3 Part échéant à l'Administration publique	58	6	-94	-50	-128	0.2	—	-0.2	-0.1	-0.3
(a) Revenus de la propriété et de l'entreprise allant à l'Administration	852	924	978	1 163	1 266	2.6	2.6	2.5	2.7	2.7
(b) moins : Intérêts sur la dette publique	794	918	1 072	1 213	1 394	2.5	2.6	2.8	2.9	3.0
4 Revenu national (= 1 + 2 + 3)	32 235	35 373	38 392	42 482	47 160	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale 1970.

Tableau B Comptes nationaux trimestriels (estimations)
Indices de volume, 1966 = 100 (aux prix de 1963), corrigés des variations saisonnières

	1968	1969				1970					
	Année	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
1 Produit intérieur brut au coût des facteurs	106.3	112.2	113.9	114.4	109.5	112.5	118.9	117.9	118.0	119.3	118.5
<i>dont</i> : Agriculture	97.0	97.1	97.0	103.0	104.0	100.3	100.0	100.0	100.3	100.8	100.3
Industries manufacturières	109.5	117.7	120.7	119.7	109.9	117.0	127.4	125.5	125.5	127.1	126.4
Construction	108.9	122.6	116.8	113.8	115.4	117.2	122.3	116.0	111.4	113.1	115.7
Services	106.5	111.3	113.7	114.2	110.0	112.3	118.0	118.0	118.9	120.0	118.7
2 Produit national brut aux prix du marché	106.4	112.3	114.0	114.4	109.5	112.6	118.7	117.6	117.7	119.0	118.3
3 Importations de biens et services	107.5	118.4	129.5	132.8	138.1	129.7	146.4	150.3	154.4	157.1	152.1
4 Exportations de biens et services	115.4	128.3	138.5	131.9	126.4	131.3	132.3	140.6	142.3	141.7	139.2
5 Emploi intérieur des ressources	104.7	110.2	111.9	114.2	111.4	111.9	121.1	119.0	119.6	121.5	120.3
<i>dont</i> :											
Investissement dans l'équipement et l'outillage	110.3	115.7	125.7	119.9	105.8	116.8	126.6	131.5	132.0	137.7	132.0

Source : Relazione Generale 1970.

Tableau C Indices de la production industrielle
(1966 = 100)

	Moyennes annuelles						Indices trimestriels corrigés des variations saisonnières								
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1969				1970				1971
							I	II	III	IV	I	II	III	IV	
1 Industries extractives	96	100	106	117	122	125	119	123	123	123	121	124	127	126	117
2 Industries manufacturières	89	100	109	115	119	128	122	124	122	111	129	127	126	128	125
3 Denrées alimentaires, boissons et tabac	98	100	105	110	119	128	118	117	120	123	127	128	126	129	128
4 Textiles	86	100	98	98	104	104	103	106	104	106	104	105	103	103	102
5 Sidérurgie	93	100	117	127	126	133	135	140	129	106	141	143	134	121	130
6 Produits des industries mécaniques ¹	91	100	113	118	120	135	124	131	123	101	135	135	132	138	132
7 Moyens de transport	86	100	108	111	110	131	122	116	115	86	133	118	128	137	127
8 Produits chimiques	86	100	108	120	121	129	121	131	127	106	129	129	131	126	126
9 Produits pétroliers	87	100	106	116	128	143	124	127	131	129	143	139	141	147	145
10 Électricité, gaz et eau	92	100	107	114	119	125	120	120	116	117	122	125	125	129	131
INDICE GÉNÉRAL	90	100	108	115	119	127	122	124	122	111	129	127	126	128	126
1 Biens d'équipement ¹	91	100	112	120	123	131	125	131	124	110	133	131	128	131	127
2 Biens de consommation ¹	88	100	105	110	117	124	117	117	119	113	125	123	124	124	123
3 Produits intermédiaires	91	100	109	119	125	128	124	129	126	117	129	129	126	125	125

¹ Non compris les voitures.

Sources : ISTAT et ISCO.

Tableau D Indices des prix
(1966 = 100)

	1968	1969	1970	1970				1971
				I	II	III	IV	I ²
PRIX DE GROS :								
Produits agricoles	101.0	106.9	112.1	112.7	114.6	110.4	110.6	113.3
Produits non agricoles	100.0	103.5	111.7	109.7	111.3	112.1	113.8	114.7
Biens d'équipement	101.2	107.9	119.9	118.8	120.4	120.3	120.2	120.7
Biens de consommation	99.0	102.9	109.4	107.9	109.4	109.3	111.0	112.5
Biens intermédiaires	105.1	102.5	106.6	104.3	105.0	106.6	110.6	111.9
INDICE GÉNÉRAL	100.2	104.1	111.7	110.2	111.7	111.8	113.2	114.2
PRIX A LA CONSOMMATION :								
Produits alimentaires	102.0	104.9	109.4	107.6	109.2	110.0	110.9	111.9
Produits non alimentaires	103.1	105.0	111.0	108.6	109.9	111.3	114.3	115.6
Services	113.0	116.7	122.8	121.0	122.3	122.9	124.8	126.7
INDICE GÉNÉRAL	105.1	107.8	113.2	111.2	112.7	113.6	115.3	116.8
PRIX A LA CONSOMMATION POUR LES FAMILLES DE TRAVAILLEURS¹ :								
Alimentation	101.5	104.2	108.9	107.2	108.6	109.4	110.4	111.4
Habillement	104.0	107.1	115.1	112.1	113.8	115.5	118.9	121.0
Logement	107.7	113.4	119.6	118.4	119.2	120.0	120.8	121.8
INDICE GÉNÉRAL	103.3	106.2	111.6	109.7	111.0	112.0	113.8	115.2

1 Antérieurement « indice du coût de la vie ».

2 Nouvelles séries à partir de 1971 (1970 = 100).

Source : ISTAT.

Tableau E Emploi¹

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1970				1971
									Janv.	Avril	Juil.	Oct.	Janv.
A POPULATION ACTIVE TOTALE	20 134	20 130	19 920	19 653	19 796	19 763	19 534	19 571	19 330	19 429	19 801	19 725	19 391
Total en % de l'ensemble de la population	40.3	39.7	38.8	37.8	37.8	37.4	36.8	36.6	36.2	36.4	37.0	36.8	36.1
1 Emploi effectif													
Emploi dépendant	12 702	12 620	12 299	12 166	12 433	12 566	12 752	13 009	12 869	12 944	13 103	13 121	13 085
Emploi indépendant	6 928	6 961	6 900	6 718	6 674	6 503	6 119	5 947	5 774	5 947	6 075	5 989	5 630
Emploi total	19 630	19 581	19 199	18 884	19 107	19 069	18 871	18 956	18 643	18 891	19 178	19 110	18 715
dont : Sous-employés	348	397	520	291	243	256	276	250	349	209	220	224	502
2 Chômage													
Personnes à la recherche d'un emploi	282	312	470	475	391	363	308	272	341	253	245	252	360
Personnes à la recherche d'un premier emploi	222	237	251	294	298	331	355	343	346	285	378	363	316
Chômage total	504	549	721	769	689	694	663	615	687	538	623	615	676
Total en % de la population active	2.5	2.7	3.6	3.9	3.5	3.5	3.4	3.1	3.6	2.8	3.1	3.1	3.5
3 Chômage : répartition géographique (en % de la population active régionale)													
Italie du Nord-Ouest	1.5	1.9	3.3	3.1	2.6	2.3	1.9	1.9	..	..	..	..	..
Italie du Nord-Est	2.8	3.1	4.1	4.2	3.3	3.0	3.2	2.7	..	..	..	..	..
Italie centrale	2.6	2.6	3.5	4.0	3.5	3.8		
Italie du Sud	3.2	3.3	3.7	4.4	4.4	4.8	5.0	4.9	..	..	..	..	..
B AUTRE POPULATION	29 815	30 600	31 460	32 274	32 613	33 015	33 567	33 915	34 076	33 991	33 705	33 887	34 388
C ENSEMBLE DE LA POPULATION PRÉSENTE	49 949	50 730	51 380	51 927	52 409	52 778	53 101	53 486	53 406	53 420	53 506	53 612	53 779

1 Estimations des agrégats nationaux, extrapolés à partir des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources : ISTAT et Relazione Generale 1970.

Tableau F Salaires et traitements
Indices, 1966 = 100

	Non compris les allocations familiales								Y compris les allocations familiales			
	1968	1969	1970	1970				1971	1968	1969	1970	1971
				I	II	III	IV					
I INDICES DES SALAIRES ET TRAITEMENTS												
A Taux des salaires minimums												
1 Agriculture	114.8	127.2	149.4	140.9	147.1	153.1	156.4	161.2	112.9	122.8	141.5	152.1
2 Industrie	109.0	117.0	141.2	136.3	140.0	142.4	145.9	155.0	107.8	114.7	135.3	146.9
<i>dont</i> : Industries manufacturières	109.0	117.2	142.5	136.3	141.1	144.2	148.6	157.7	107.6	114.6	135.9	148.9
Construction	109.2	116.7	139.5	137.6	138.8	139.9	141.9	..	108.2	115.0	134.8	..
3 Transports	105.9	111.3	126.4	122.8	125.5	128.0	129.4	139.5	105.0	109.7	122.8	134.5
4 Commerce	107.6	113.2	128.1	121.8	123.5	133.1	133.9	135.1	106.5	111.2	123.7	129.8
B Taux des traitements minimums												
1 Industrie	108.3	113.9	130.0	126.3	129.0	130.9	133.8	139.8	107.5	112.5	126.9	135.9
2 Commerce	107.4	113.3	126.7	121.2	122.9	130.9	131.7	133.0	106.6	111.8	123.5	128.9
3 Administration publique	105.0	108.8	111.9	111.9	111.9	111.9	111.9	122.3	104.3	107.5	110.2	119.2
	1966	1967	1968	1969	1970							
II SALAIRES HORAIRES (en liras)	559	589	616	675	818							
Industrie ¹												
<i>dont</i> : Construction	587	604	634	679	808							

1 Entreprises couvertes par l'enquête du ministère du Travail.

2 janvier-avril.

Sources : ISTAT et Relazione Generale 1970.

Tableau G Comptes du secteur public
(a) Administration centrale¹

	Milliards de livres				Augmentations en %			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
1 Impôts	7 383	8 058	8 767	9 361	11.5	9.1	8.8	6.8
2 Autres recettes courantes	473	462	420	449	..	..	..	..
3 Total des recettes courantes	7 856	8 520	9 187	9 810	12.1	8.5	7.8	6.8
4 Dépenses courantes en biens et services	3 747	4 093	4 422	4 609	3.4	9.2	8.0	4.2
5 Subventions et transferts courants	2 686	3 553	4 169	4 744	-8.7	32.3	17.3	13.8
6 Total des dépenses courantes	6 433	7 646	8 591	9 353	-2.0	18.9	12.4	8.9
7 Épargne courante nette	1 423	874	596	457	..	..	..	..
8 Provisions pour amortissement et recettes en capital	78	83	88	273	..	..	..	..
9 Formation brute de capital fixe	236	301	260	346	22.9	27.5	-13.5	33.1
10 Transferts en capital	1 069	1 286	1 390	1 688	-3.7	20.3	8.1	21.4
11 Besoin de financement : capacité = (-)	-196	630	966	1 304	..	..	..	..

¹ Non compris les établissements autonomes.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale 1970.

Tableau G Comptes du secteur public
(b) Collectivités locales

	Milliards de livres				Augmentations en %			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
1 Impôts	984	1 079	1 142	1 304	8.6	9.7	5.9	14.1
2 Autres recettes courantes	1 082	1 298	1 339	1 618	14.7	20.0	3.2	20.8
3 Total des recettes courantes	2 066	2 377	2 481	2 922	11.7	15.1	4.4	17.8
4 Dépenses courantes en biens et services	1 550	1 673	1 824	2 051	11.0	7.9	9.0	12.5
5 Subventions et transferts courants	703	933	976	1 156	-6.1	32.7	4.6	18.4
6 Total des dépenses courantes	2 253	2 606	2 800	3 207	5.0	15.7	7.4	14.5
7 Épargne courante nette	-187	-229	-319	-285	..	..	..	..
8 Provisions pour amortissement et recettes en capital	164	285	302	280	..	..	..	..
9 Formation brute de capital fixe	519	528	581	597	-0.8	1.7	10.0	2.8
10 Transferts en capital	76	78	92	111	..	..	..	..
11 Besoin de financement	618	550	690	713	..	..	..	..

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale 1970.

Tableau G Comptes du secteur public
(c) Sécurité sociale
Milliards de liras

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1 Contributions sociales	3 208	3 676	3 694	3 888	4 594	5 297	5 577	6 414
2 Transferts totaux	361	342	866	936	583	915	1 365	1 281
<i>dont</i> : Transferts des entreprises	24	25	43	36	37	50	53	65
Transferts des Administrations publiques	337	317	823	900	546	865	1 312	1 217
3 Autres recettes	111	144	168	176	182	202	220	234
4 Total des recettes courantes	3 680	4 162	4 728	5 000	5 359	6 414	7 162	7 929
5 Dépenses courantes en biens et services	225	286	305	328	386	417	452	521
6 Subventions et transferts courants	2 933	3 239	4 175	4 621	5 117	5 788	6 442	7 285
<i>dont</i> : Transferts aux ménages	2 913	3 217	4 142	4 577	5 083	5 727	6 379	7 228
7 Total des dépenses courantes	3 188	3 525	4 480	4 949	5 503	6 205	6 894	7 806
8 Épargne nette courante	492	637	248	51	-144	209	268	123
9 Provisions pour amortissement	7	8	8	9	9	9	11	12
10 Formation brute de capital fixe et transferts de capital	91	90	80	119	120	150	149	148
11 Besoin de financement : capacité = (-)	-408	-555	-176	59	255	-68	-130	13

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale 1970.

Tableau G Comptes du secteur public
Administration Centrale (budget administratif)
 (d) *Évolution des affectations budgétaires et des dépenses non effectuées de 1965 à 1970*

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<i>Milliards de livres</i>						
LOI DES FINANCES¹						
Recettes	7 005	7 900	8 562	9 644	10 377	11 139
Dépenses	8 217	9 053	9 914	11 716	13 267	13 818
Solde	-1 212	-1 153	-1 352	-2 072	-2 890	-2 679
TRÉSORERIE						
Recettes	6 670	7 944	8 477	9 489	10 529	10 563
Dépenses	7 789	8 665	8 961	10 686	12 050	12 617
Solde	-1 119	-721	-484	-1 197	-1 521	-2 054
DÉPENSES NON EFFECTUÉES						
Dépenses courantes	1 785	1 890	2 116	2 419	2 956	3 640
Dépenses en capital	1 968	2 128	2 732	3 383	3 971	4 396
Total	3 753	4 018	4 848	5 802	6 927	8 036
Total en % de l'ensemble des affectations prévues	46	44	49	50	52	58

¹ Estimations budgétaires initiales et modifications en cours d'année.

Source : « Livre Blanc sur les dépenses publiques ».

Tableau H Monnaie et crédit
 (a) Évolution de la base monétaire de 1960 à 1970
 Variations en milliards de lire

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A Origine des actifs liquides :									
1 Effet net du secteur extérieur	608	-718	294	627	236	243	123	-648	319
2 Effet net du secteur public	575	981	832	918	495	404	922	1 500	2 982
3 Banques	268	476	-161	-169	565	627	220	476	-1 015
4 Autres secteurs	-9	-9	-7	-67	-82	-58	-24	-83	-141
5 Effet net global	1 442	730	958	1 309	1 214	1 216	1 241	1 245	2 145
B Utilisation des actifs liquides :									
6 Avoirs liquides détenus par le public	687	753	567	775	805	1 018	577	1 153	976
7 Réserves bancaires obligatoires	392	308	126	463	314	249	403	415	782
8 Liquidités des banques	362	-331	265	70	94	-51	261	-323	387
9 Total	1 442	730	958	1 309	1 214	1 216	1 241	1 245	2 145
10 Total y compris les réserves en titres à long terme	1 430	855	1 086	1 440	1 517	1 703	1 702	1 642	2 390

Source : Banque d'Italie.

Tableau H Monnaie et crédit
(b) Sélection de certains indicateurs monétaires
En milliards de liras, fin de période

	1966	1967	1968	1969	1970				1971
					I	II	III	IV	I
I LIQUIDITÉS :									
1 Monnaie en circulation ¹	4 567	5 053	5 260	5 955	5 645	5 856	5 807	6 472	5 983
2 Dépôts à vue	11 186	13 066	15 060	17 617	18 287	19 477	20 716	23 697	23 832
3 Dépôts d'épargne	12 492	14 059	15 733	16 841	16 535	16 116	15 869	16 322	16 080
4 Comptes d'épargne et comptes courants postaux	4 446	4 902	5 249	5 624	5 669	5 707	5 528	5 853	5 991
5 Masse monétaire totale (1 + 2 + 3 + 4)	32 691	37 080	41 302	46 037	46 136	47 156	47 920	52 344	51 886
II BANQUE CENTRALE :									
1 Crédit au Trésor public	2 661	2 520	3 020	4 206	5 170	5 044	5 786	6 702	7 102
2 Crédit au secteur bancaire	1 015	1 709	1 901	2 478	1 826	2 473	1 337	1 020	654
III SECTEUR BANCAIRE :									
1 Total des dépôts bancaires	23 678	27 124	30 793	34 458	34 823	35 593	36 585	40 019	39 912
2 Crédit des banques	16 076	18 604	20 016	23 720	23 394	24 430	24 762	27 048	26 420
3 Titres publics	3 143	3 271	3 818	3 780	3 663	3 838	3 691	3 678	3 767
4 Actions et obligations	4 472	5 340	6 403	7 490	7 676	7 898	7 979	8 338	8 806
IV INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LE CRÉDIT A MOYEN ET LONG TERME :									
Crédit du secteur privé	9 135	10 606	12 445	14 111	14 646	14 939	15 368	15 882	16 572

¹ A l'exclusion du secteur bancaire.
Source : Banque d'Italie.

Tableau H Monnaie et crédit
 (c) Émissions annuelles nettes sur le marché des capitaux
 Milliards de lires

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A Par type d'émetteur et catégorie de titres										
1 Obligations publiques	150	69	-71	232	664	1 555	1 002	1 297	1 550	1 090
en % du total des émissions obligataires	(21.1)	(6.3)	(-6.5)	(16.0)	(33.7)	(55.0)	(41.5)	(41.9)	(46.4)	(41.9)
2 Institutions de crédit spécialisées	513	725	775	721	646	861	987	1 189	1 284	1 484
3 ENEL, ENI, IRI ¹	115	59	275	469	557	314	246	403	460	94
4 Entreprises privées	126	206	94	33	90	3	156	113	33	-60
5 Obligations étrangères ²	15	30	15	—	14	72	15	44	13	-2
6 Total des obligations ³	931	1 088	1 087	1 454	1 971	2 805	2 414	3 092	3 343	2 601
7 Actions	514	715	398	581	406	470	395	473	681	1 011
8 Total des émissions sur le marché financier	1 445	1 803	1 485	2 035	2 377	2 296	2 809	3 565	4 024	3 612
B Par type de souscripteur et catégorie de titres										
1 Secteur non bancaire										
obligations	575	291	341	275	753	1 256	1 209	1 204	1 025 ⁴	744 ⁴
(en % du total des obligations)	(61.8)	(26.7)	(31.4)	(18.9)	(38.2)	(44.4)	(50.1)	(38.9)	(30.7)	(28.6)
actions	495	693	390	585	373	449	353	463	670 ⁴	1 006 ⁴
2 Secteur bancaire et autres institutions financières										
obligations	321	749	758	995	1 182	1 369	1 049	1 669	1 098	768
(en % du total des obligations)	(34.5)	(68.9)	(69.7)	(68.4)	(60.0)	(48.4)	(43.5)	(54.0)	(32.9)	(29.5)
actions	16	21	-2	-8	34	15	37	8	9	5
3 Banque d'Italie										
obligations	35	48	-12	184	36	201	156	219	1 215	1 089
(en % du total des obligations)	(3.7)	(4.4)	(-1.1)	(12.7)	(1.8)	(7.2)	(6.4)	(7.1)	(36.4)	(41.9)
actions	3	1	10	4	-1	6	5	2	2	1

1 L'ENEL n'est compris qu'à partir de 1963.

2 Émissions réalisées par des institutions internationales.

3 Ce total comprend les obligations des collectivités locales, mais exclut la catégorie des « certificats spéciaux » du Trésor et certains titres étrangers.

4 Y compris les souscriptions des institutions spéciales, non disponibles séparément.

Source : Banque d'Italie.

Tableau I Balance des paiements
En millions de dollars

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A OPÉRATIONS COURANTES							
1 Importations, fob	6 508	6 458	7 595	8 626	9 050	11 100	13 447
2 Exportations, fob	5 863	7 104	7 929	8 605	10 098	11 642	13 107
3 Balance commerciale	-645	646	334	-21	1 048	542	-340
4 Tourisme, recettes	1 036	1 288	1 460	1 424	1 476	1 632	1 639
5 Tourisme, paiements	209	226	261	298	363	493	727
6 Tourisme, solde	827	1 062	1 199	1 126	1 113	1 139	912
7 Revenus du travail	343	421	473	412	449	519	513
8 Fret international	-262	-343	-350	-399	-366	-399	-462
9 Autres services	46	81	71	118	43	159	-2
10 Solde de biens et services	309	1 867	1 727	1 236	2 287	1 960	621
11 Transferts privés	345	408	438	427	488	508	500
12 Transferts publics	-34	-66	-48	-64	-148	-96	-308
13 BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES	620	2 209	2 117	1 599	2 627	2 372	813
B MOUVEMENTS DE CAPITAUX NON MONÉTAIRES :							
1 Investissements directs, actif	618	387	460	434	529	661	902
2 Investissements directs, passif	220	278	242	407	458	526	406
3 Investissements directs, solde	398	109	218	27	71	135	-496
4 Crédits commerciaux	-248	-371	-434	26	-340	-662	-655
5 Autres opérations	522	55	-418	-173	-230	-808	167
6 Capitaux privés, total	672	-208	-634	-120	-499	-1 335	8
7 Capitaux publics	15	67	-84	-102	-64	-33	719
8 Rachats de billets de banque italiens	-577	-314	-559	-801	-1 127	-2 256	-951
9 Total	110	-455	-1 277	-1 023	-1 691	-3 624	-224
C ERREURS ET OMISSIONS	44	-160	-145	-252	-309	-107	-234
D MOUVEMENTS MONÉTAIRES¹							
1 Total des règlements officiels	-332	-960	-288	-519	61	704	-375
(a) Or et devises convertibles	-497	-189	165	-118	-62	27	-1 096
(b) Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	-77
(c) Position au FMI	84	-338	-85	38	-53	32	587
(d) Autres réserves nettes	51	-281	-195 ²	-479	475	122	11
(e) Position à moyen et long terme	30	-152	-173	40	-299	523	200
2 Banques commerciales	-442	-634	-408	195	-688	687	19
3 Total	-774	-1 594	-696	-324	-627	1 391	-356

1 Augmentation d'actif = (-).

2 Y compris prêt spécial de 250 millions de dollars au FMI.

Source : Banque d'Italie.

Tableau J Commerce extérieur et réserves de change
En millions de dollars

	1966	1967	1968	1969	1970	1969	1970				1971
						IV	I	II	III	IV	I
COMMERCE EXTÉRIEUR (données douanières, taux mensuel)											
1 Total des importations	714	819	854	1 038	1 245	1 118	1 148	1 277	1 246	1 310	1 331
Importations non alimentaires	547	637	673	831	1 009	881	921	1 040	1 015	1 060	
Importations non alimentaires à l'exclusion du pétrole	641	526	554	701	860	746	792	901	865	883	
2 Total des exportations	669	725	849	977	1 099	948	994	1 131	1 115	1 156	1 152
Exportations non alimentaires	596	648	774	891	1 006	847	918	1 040	1 010	1 049	
3 Balance commerciale	45	83	-5	-61	-146	-170	-154	-146	-131	-154	-179
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières :</i>											
1 Importations	—	—	—	—	—	1 095	1 139	1 251	1 306	1 283	1 306
2 Exportations	—	—	—	—	—	924	1 028	1 103	1 142	1 125	1 173
3 Balance commerciale	—	—	—	—	—	-170	-112	-148	-164	-158	-133
4 Importations non alimentaires	—	—	—	—	—	870	906	1 024	1 063	1 046	1 002
5 Exportations non alimentaires	—	—	—	—	—	844	932	1 006	1 038	1 046	1 055
RÉSERVES DE CHANGE, en fin de période											
1 Réserves officielles :											
Or	2 414	2 400	2 923	2 956	2 887	2 956	2 978	2 982	2 982	2 887	2 884
Devises convertibles	1 288	1 419	958	899	2 064	899	949	838	1 273	2 064	2 640
Position au FMI ¹	885	842	894	863	276	863	885	746	157	276	291
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	77	—	121	76	76	77	216
Autres réserves	91	575	103	-21	-33	-21	-986	-409	-77	-33	-34
Total ²	4 678	5 236	4 878	4 697	5 271	4 697	3 947	4 233	4 411	5 271	5 997
2 Banques commerciales :											
Position nette vis-à-vis de l'étranger	230	35	723	36	17	36	167	124	293	17	-238

1 La position au FMI inclut les crédits consentis sur une base multilatérale (Accord général d'emprunt) auparavant enregistrés sous la rubrique « Autres réserves ».

2 Non compris les actifs à moyen et long terme des autorités monétaires.

Sources : Principaux Indicateurs Economiques de l'OCDE, ISTAT et Banque d'Italie.

Tableau K Ventilation par produits du commerce extérieur
Milliards de livres

	1965	1966	1967	1968	1969	1970
(i) IMPORTATIONS						
1 Denrées alimentaires, boissons et tabac	1 087	1 216	1 305	1 285	1 486	1 695
2 Pétrole brut	581	654	830	894	972	1 115
3 Métaux, minéraux et ferraille	598	738	846	824	1 074	1 470
4 Matières et produits textiles	385	492	489	477	595	664
5 Bois et produits en bois	193	211	230	240	291	319
6 Automobiles et pièces détachées	115	143	172	214	306	455
7 Autres produits mécaniques	667	752	967	1 082	1 353	1 658
8 Produits chimiques	377	452	528	605	739	883
9 Papier et carton	115	124	137	144	179	212
10 Autres importations	474	586	638	662	797	866
11 IMPORTATIONS TOTALES	4 592	5 368	6 142	6 428	7 792	9 337
(ii) EXPORTATIONS						
1 Denrées alimentaires, boissons et tabac	552	559	580	552	653	714
2 Métaux, minéraux et ferraille	318	294	289	390	421	452
3 Matières et produits textiles	592	645	629	793	929	956
4 Vêtements et chaussures	265	319	354	443	567	638
5 Automobiles et pièces détachées	301	373	427	553	634	758
6 Autres moyens de transport	193	183	168	220	265	242
7 Autres produits mécaniques	1 073	1 308	1 532	1 720	1 994	2 415
8 Produits chimiques	643	719	775	885	902	1 007
9 Autres exportations	555	624	687	809	965	1 074
10 EXPORTATIONS TOTALES	4 492	5 024	5 441	6 365	7 330	8 256

Source : ISTAT.

Tableau L Position compétitive de l'Italie comparée à celle de quelques principaux pays

	Indices, 1961 = 100									Taux annuels	
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965/1961	1970/1965
(a) PRIX DE GROS DES PRODUITS INDUSTRIELS											
1 Italie ¹	101.5	106.4	111.0	111.9	113.5	113.5	113.5	117.3	126.6	2.8	2.5
2 France ²	101.1	103.8	107.6	108.4	111.4	110.4	108.6	120.2	129.2	2.0	3.6
3 Allemagne ³	104.0	105.0	106.9	110.2	112.9	112.6	106.5	111.1	121.7	2.5	2.0
4 Royaume-Uni ⁴	101.2	101.9	103.9	106.6	109.4	110.3	114.6	118.1	126.9	1.6	3.5
5 États-Unis ⁴	100.3	100.0	100.4	102.2	105.4	106.7	109.8	113.7	117.8	0.5	2.9
6 Japon ⁵	99.6	98.6	97.7	97.5	98.1	98.8	99.6	100.1	101.8	-0.6	0.9
7 Moyenne pondérée, 2 à 5	100.8	100.9	101.8	103.5	106.5	107.2	108.8	112.9	118.0	0.9	2.7
(b) VALEURS MOYENNES A L'EXPORTATION (en \$)											
8 Italie	102	103	105	100	98	99	97	101	108	0.0	1.6
9 France	101	102	105	107	110	109	108	111	115	1.7	1.5
10 Allemagne	100	100	100	102	103	102	101	102	114	0.5	2.2
11 Royaume-Uni	102	104	106	109	114	115	109	112	119	2.2	1.8
12 États-Unis	99	99	100	103	107	108	110	114	121	0.7	3.3
13 Japon ⁵	97	99	100	100	100	100	101	104	109	0.0	1.7
14 Moyenne pondérée, 9 à 13	100	101	102	104	106	107	106	109	116	1.0	2.2

1 Produits non agricoles.

2 Produits industriels.

3 Biens d'investissement.

4 Produits manufacturés.

5 Prix à l'exportation.

Sources : ISTAT, Principaux Indicateurs Economiques et Survey of Current Business.

Statistiques de base : Comparaisons internationales

			Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ⁴
POPULATION																									
	Fin de 1969	Milliers	7 384	9 660	21 260	4 906	4 707 ¹	50 526	61 195	8 842	204.0	2 927	54 302	102 930	338.5	12 958	3 867	9 514 ³	33 250	8 014	6 184	34 828	55 643 ³	204 351	20 462
	Accroissement moyen annuel net 1959-1969	%	0.49	0.57	1.84	0.72	0.65	1.06	1.05	0.65	1.60	0.30	0.82	1.04	0.79	1.27	0.81	0.85 ⁵	0.97	0.71	1.53	2.53	0.65 ⁶	1.31	1.12
EMPLOI																									
	1969	Milliers	3 017	3 683	7 780	2 294	2 116	19 967	26 337	(3 662)	78 ²	1 061	18 678	50 400	140	4 510	1 474	3 109	12 243	3 821	(2 740)	(13 519)	24 904	77 902	3 706
	Agriculture		19.1	5.2	8.2	11.9	24.5	15.1	9.6	(48.2)	18.8 ²	28.4	21.5	18.8	11.6	7.5	14.7	31.5	30.7	8.8	(7.3)	(72.1)	2.9	4.6	6.7
	Industrie ⁷	En % du total	39.9	44.8	32.3	38.5	34.6	40.6	49.1	(22.5)	37.3 ²	29.7	43.1	35.0	45.7	41.3	36.8	35.5	37.1	40.4	(51.9)	(11.6)	46.8	(33.7)	46.8
	Autres activités		41.0	50.0	59.5	49.6	40.9	44.3	41.3	(29.3)	43.9 ²	41.9	35.4	46.2	42.7	51.2	48.5	33.0	32.2	50.8	(40.8)	(16.3)	50.3	(61.7)	46.5
PRODUCTION																									
	1969	Dollars ⁸	1 690	2 360	3 460	2 860	1 940	2 770	2 520	950	1 890	1 200	1 520	1 630	2 130 ⁹	2 190	2 530	600	870	3 570	3 020	380	1 970	4 660	518 ²
	1969		7.0	5.3	5.9 ⁹	8.9	14.7	6.0 ¹¹	3.0 ¹¹	20.3	..	19.7 ²	11.3	8.7 ¹²	6.2 ⁹	7.0	6.5	17.7	15.0	5.9 ⁹ 11	6.4 ¹⁰	32.2 ¹³	3.0 ¹⁴	2.9 ¹¹	19.5 ²
	1969	En % du total	46.8	41.6	38.5 ⁹	40.1	41.3	48.1 ¹¹	53.9 ¹¹	28.2	..	34.0 ²	38.9	39.1 ¹² 13	50.9 ⁹	41.6	38.6	42.8	35.3	45.2 ⁹ 11	49.6 ¹⁰	27.4 ¹³	45.8 ¹⁴	35.8 ¹¹	42.5 ²
	1969		46.2	53.2	55.6 ⁹	51.0	44.0	45.9 ¹¹	42.5 ¹¹	51.5	..	46.3 ²	49.8	52.2 ¹² 13	42.9 ⁹	51.4	54.9	39.7	49.6	48.9 ⁹ 11	44.0 ¹⁰	40.5 ¹³	51.3 ¹⁴	61.3 ¹¹	38.0 ²
	1964-1969	%	6.4	6.5	5.0	7.7	9.3	7.9	7.9	7.8	0	2.7	5.9	12.5	7.8	5.1	4.7	4.4	7.7	5.8	5.4	6.2	1.3	2.8	..
	1964-1969		4.2	4.1	5.2	4.3	4.3	5.5	4.6	7.0	1.7	4.0	5.5	10.8	3.2	5.1	4.8	6.3	6.6	3.8	3.6	6.8	2.2	4.6	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																									
	1969	Dollars	970	1 470	2 050	1 770	1 060	1 680	1 390	640	1 190	720 ²	960	840	1 300 ⁹	1 220	1 410	430	600	1 790 ²	1 740	..	1 230	2 850	275 ²
	1969	En % du PNB ⁹	4.40	5.57	5.65 ¹⁷	6.00 ²	6.30 ¹⁸	4.81	3.00 ¹⁹	2.40 ²	4.80	4.23	5.44	4.54 ¹⁷	5.00 ¹⁸	6.71	5.81	1.44 ¹⁷	2.14 ²	7.80 ²	6.30	3.70	4.15 ¹⁷	5.10	4.59
	1969	Nombre	6.6	5.0 ²¹	8.2	9.0	7.9	8.2	8.6	10.1	9.0 ⁹	4.0	5.8 ²	11.9	..	9.7	8.8	4.3	6.4	13.4	8.6	3.3	7.7	7.7	6.4
	1969		144	187	298	209	124	240	199	18	185	123	151	52	235	165	166	37	50	253	206	4	196	410	28
	1969		134	186	279	244	193	185	231	9	160 ²²	111 ¹⁹	146	190	131	197	175	29	84	288	143	0	263	392	64
	1969		159	181	408	292	204	141	172	76	330 ²³	87 ⁹	135	204	281	216	284	65	105	478	417	12	218	523	31
	1969		1.58	1.51	1.20 ²⁴	1.35 ²⁴	0.88	1.18	1.48	1.47	..	1.03 ¹⁹	1.71	1.09 ²⁴	1.01	1.14	1.24	0.81 ²⁴	1.30	1.13	1.29	0.36	1.15	1.58	1.10
	1969		24.8	21.5	23.6 ²⁵	22.7	25.0	25.1	25.6	25.4	29.7	20.6	19.7	35.2	26.9	26.8	29.2	19.0	24.5	23.9	27.6	16.8	18.4	16.7 ²⁸	..
	1969	En % du PNB	12.5	8.8	9.4	11.3	8.9	10.9	11.1	9.8	8.6	9.0	7.5	28.8 ²⁹	8.8	12.5	15.2	6.9	12.5	8.1	9.3	..	8.9	6.9 ²⁸	..
	1969		4.4	5.6	3.8	4.4	5.5	6.6	5.8	6.3	6.3	4.0	6.5	6.4	18.1 ³⁰	5.2	4.5	4.3	4.6	6.1	7.1	3.5	3.6	3.6	..
	1969		8.0	7.1	10.4	7.0	10.6	7.6	8.7 ³¹	9.4	14.8	7.6	5.8	.. ²⁹	.. ³⁰	9.2	9.6	7.8	7.6	9.7	11.2	..	5.8	6.1	..
	1969	En % du PNB	26.6	22.8	23.9	20.0	27.1	25.7	26.2	20.4	..	18.1 ²⁷	23.0	36.7	28.0 ²⁷	27.1	28.5	..	22.9	23.9	28.0	..	18.2	18.5	..
	1969	En % du PNB	37.5 ²	34.2	35.2 ²	37.1	35.9	38.1	37.9	26.9	33.9 ²	30.7 ²	33.3	21.2	36.0 ⁹	41.9	43.4	..	22.4	48.1 ² 23	28.1	..	39.0	31.5	32.6 ²
	1969		8.1 ³⁵	7.9	6.6 ³⁶	11.2 ³⁷	9.1	8.2 ³⁸	6.5	10.8	11.7 ³⁹	8.6 ³⁸	5.7 ⁴⁰	12.9 ⁴¹	..	8.8 ⁴²	8.3 ⁴³	8.4 ³⁵	13.7 ⁴⁴	8.6 ⁴⁵	5.0 ⁴⁶	..	6.0 ⁴⁷	4.8 ³⁶	..
	1969		3.4	3.5	3.7	6.5	5.3	3.8	2.6	2.5	11.5	4.6	2.8	5.2	2.8	5.0	3.7	5.8	6.5	4.0	3.4	7.4	4.3	3.4	14.9
	1969		3.6	3.8	3.9	6.4	5.9	3.9	2.6	2.7	12.0	4.6	2.9	4.5	2.4	5.1	3.9	4.3	6.1	4.3	3.9	4.4	4.3	3.3	..
	1969	Millions de dollars ⁴⁸	3 146	8 392	15 757	3 791	1 941	16 032	29 331	1 654	139	1 302	12 285	14 128	546 ⁹	11 472	3 798	1 418	4 031	6 078	5 357	..	23 535	48 078	1 991 ⁹
	1969	En % du PNB	27.7	40.5	25.3	30.6	24.2	14.2	20.3	21.9	45.0	43.6	16.4	10.0	77.2 ⁹	45.5	42.1	28.3	15.6	23.8	31.1	..	22.9	5.5	21.0 ⁹
	1969	Millions de dollars ⁴⁸	3 004	8 420	15 441	3 578	2 006	16 024	34 385	965	110	1 216	14 618	15 353	559 ⁹	11 586	3 958	1 267	3 360	5 920	6 161	..	23 847	50 594	1 875 ⁹
	1969	En % du PNB	26.5	40.6	24.8	28.9	25.0	14.2	23.8	12.8	35.4	40.8	19.5	10.8	79.0 ⁹	45.9	43.9	25.3	13.0	23.1	35.8	..	23.2	5.7	19.7 ⁹
	1969	En % du PNB	-0.5	1.1 ²¹	-1.1	-2.2	-1.2	-0.2	0.7	-3.6	-3.8	-3.0	2.8	0.7	..	-0.2	-0.5	1.9	-1.5	-0.5	1.0	-0.9	-0.3	0.3	..
	1969	%	49.5	25.1 ²¹	35.2	11.1	18.2	26.0	45.6	19.9 ¹⁸	34.6	44.3	35.5	25.6	..	24.2	21.8	96.2	38.2	10.9	72.7	48.5	13.0	36.3	6.4
	1969	Millions de dollars	334	539 ²¹	1 032	70	124	1 364	9 246	53	18	64	1 102	1 979	..	780	204	116 ⁵¹	789	272	608	167	660	-2 612	-46
	1969	En % du PNB	0.65	1.12	0.50	1.13	.. ⁵³	1.24	1.33	.. ⁵⁴	.. ⁵³	.. ⁵³	1.03	0.76	.. ⁵³	1.34	0.78	1.74	.. ⁵⁴	0.77	0.64	.. ⁵⁴	0.97	0.49	.. ⁵⁴
RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION⁵⁵																									
	1968 à 1969	%	18.4	19.8	12.1	14.8	14.6	17.5	14.1	18.9	13.7	6.9	17.9	12.9	..	18.9	15.2	17.5	15.0	15.9	17.4	16.3	13.7	14.1	..
	1960 à 1969 (moyenne)		10.1	10.4	13.5	9.1	9.5	8.0	9.8	10.4	9.5	7.1	9.7	9.3	..	9.7	9.0	11.0	9.4	9.2	9.9	13.4	8.8	8.8	..
	1968 à 1969	%	2.9	3.6 ²¹	-2.9	-0.3	6.7	0.7	2.9	-0.5	17.3	4.7	-2.6	10.4	..	0.5	-1.5	-5.7	4.6	0	-2.0	-8.1	-1.2	-4.5	..
	1960 à 1969 (moyenne)		-1.8	1.0 ²¹	-2.5	-1.1	-2.1	0.8	0.8	1.1	-5.4	0.6	4.0	7.6	..	0.7	1.9	2.8	2.3	-0.2	0.5	-7.8	-3.3	-1.6	..

1 Ce chiffre ne comprend pas le mouvement total net de population entre la Finlande et les autres pays nordiques.
2 1968.
3 Au 30-6-1969.
4 Source nationale.
5 1958-1968.
6 30-6-1959 au 30-6-1969.
7 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
8 Aux prix et aux taux de change courants.
9 1967.
10 Les estimations pour le PIB par secteur de la Suisse, qui se rapportent à l'année 1967, ont été publiées dans « La Vie économique », novembre 1969.
11 PIB aux prix du marché.
12 Produit intérieur net.
13 Les travaux concernant l'électricité, le gaz et l'eau sont inclus dans les « autres activités ».
14 Y compris la réévaluation des stocks.
15 Aux prix de 1963.
16 1962-1967.
17 1965.
18 1969.
19 1966.
20 1964.
21 Y compris le Luxembourg.
22 Au 1-1-1969.
23 Au 1-1-1968.
24 Au 1-1-1967.
25 Aux prix de 1963.
26 Non compris les coûts afférents au transfert de biens fonciers et d'avoirs existants.
27 1963-1967.
28 Les dépenses en équipement et outillage de l'État et des entreprises publiques sont incluses dans

LA MESURE DE LA PRODUCTION EN TERMES RÉELS

par
T.P. HILL

Cette étude analyse les méthodes utilisées pour estimer le Produit Intérieur Brut en termes réels, examine l'importance possible des marges d'erreurs — qui n'apparaissent pas négligeables — susceptibles d'affecter cette estimation et s'efforce d'isoler les sources d'erreur. On y trouve aussi des données inédites sur les taux de croissance de 46 branches d'activités dans 11 pays.

Février 1971 120 pages F 20 FS 17,50 DM 13,60 \$ 4,50 £ 1,50
(11 70 03 2)

OECD SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINE

Libreria de las Naciones
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
178 Collins Street, MELBOURNE 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A.
Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1.

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,
Rua Guaipá 518, SAO PAULO 10.
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE
JANEIRO GB.

CANADA

Information Canada
OTTAWA.

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI,
TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2, rue André-Pascal, 75-PARIS 16^e
Principaux sous dépositaires :
75-PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Sciences Politiques (Sh.). 30 rue Saint-Guil-
laume 7^e
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Uni-
versité.
38 GRENOBLE : Arthaud.
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.
31 TOULOUSE : Privat.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
HAMBURG : Reuter-Klöckner ; und in den
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132.
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos et
Fils, 75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI.

ICELAND - ISLANDE

Snebjörn Jónsson and Co., h.f, Hafnarstræti 9,
P.O.B. 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1.

ISRAEL

Emanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.
Sous-dépositaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA.
Libreria Rizzoli, Largo Chigi 15, 00 187 ROMA.
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TO-
RINO.
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre
assicurata dalle migliori librerie nelle città
più importanti.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LEBANON - LIBAN

Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641
BEYROUTH.

MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Bulld-
ing, Old Bakery Street, VALETTA.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema
and Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTER-
DAM : De Wester Boekhandel, Nieuwe
Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)
HAMILTON (P.O.B. 857)
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-
Azam, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE
11 et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE, ZÜRICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyo-
glu, ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi,
ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMING-
HAM, BRISTOL, MANCHESTER,
CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave, N.W.
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel. : (202)
298-8755.

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52,
Edificio Galipan, CARACAS.
YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16^e

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to

OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16^e

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal, Paris XVI^e
Dépôt légal n° 2217 1971.
N° 29072.



IMPRIMÉ EN FRANCE

PUBLICATIONS STATISTIQUES

du département des affaires économiques et statistiques

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Cette publication mensuelle, qui tire parti des techniques les plus modernes de présentation statistique sous la forme de tableaux et de graphiques, est destinée à fournir une vue instantanée de l'évolution économique la plus récente des pays de l'O.C.D.E., ainsi qu'un ensemble de statistiques internationales illustrant la situation économique de la zone O.C.D.E. au cours des dernières années.

Les indicateurs retenus couvrent la comptabilité nationale, la production industrielle, les livraisons, stocks et commandes, la construction, les ventes au détail, la main-d'œuvre, les salaires, les prix, les finances intérieures et extérieures, les taux d'intérêt, les échanges et paiements. Des suppléments trimestriels contiennent des précisions sur les prix de détail et la production industrielle.

BULLETINS STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR : SÉRIES A, B et C

La **Série A - Commerce total par pays** (trimestrielle) donne une vue d'ensemble du commerce total des pays de l'O.C.D.E. (sans ventilation par produits) décomposé par pays et zones d'origine et de destination.

Les tableaux comportent une nomenclature géographique normalisée, et couvrent les quatre dernières années, les douze derniers trimestres et les seize derniers mois disponibles. Ils sont mis à jour par un supplément mensuel dans l'intervalle de deux parutions trimestrielles. La **Série B - Échanges par produits, Tableaux analytiques** (trimestrielle) est destinée à l'analyse générale de la structure des échanges des pays de l'O.C.D.E., individuellement et par groupes, selon les principales catégories de produits et les zones et pays partenaires les plus importants.

Les catégories de produits, aussi bien que les pays et zones partenaires, suivent des nomenclatures normalisées, mais seuls les éléments significatifs apparaissent. La série paraît en six fascicules, dont chacun comprend les données relatives à plusieurs pays, dans l'ordre de leur réception.

La **Série C - Échanges par produits, Résumé par marchés** (semestrielle) fournit des informations détaillées sur les échanges des pays de l'O.C.D.E. par principaux produits et pays partenaires. La série paraît en trois volumes, couvrant respectivement les échanges par principales catégories de produits (valeurs seules) et les échanges par groupes, sous-groupes et positions de la C.T.C.I. (quantités et valeurs, un volume consacré aux exportations et un aux importations).

Les chiffres sont regroupés sous forme de tableaux synoptiques rassemblant les pays qui constituent le marché d'un produit déterminé, en tant que débouchés ou fournisseurs, aussi bien au sein de la zone O.C.D.E. que dans les transactions entre celle-ci et le reste du monde.

ANNUAIRES STATISTIQUES

Les **Statistiques rétrospectives** (paraissant tous les deux ans) rassemblent en deux volumes des chiffres trimestriels et mensuels couvrant la dernière décennie, pour toutes les séries contenues respectivement dans les *Principaux Indicateurs Économiques* et leur supplément *Production industrielle*. Les deux volumes contiennent en outre des chiffres annuels pour une période plus longue, ainsi qu'un choix de taux de variation. Dans l'intervalle de deux parutions, ils sont tenus à jour par des suppléments encartés dans les *Principaux Indicateurs Économiques*. **Comptes Nationaux des pays de l'O.C.D.E.** (annuel) contient, pour chaque pays de l'O.C.D.E. et pour les groupes importants de pays Membres, les principaux agrégats de la comptabilité nationale, présentés sous une forme normalisée pour la dernière décennie (parfois une période plus longue).

En outre, des tableaux supplémentaires présentent diverses mesures analytiques, telles que des triangles de croissance, des indices de prix et de volume, et le rapport de certaines composantes aux agrégats correspondants.

Statistiques de la population active (annuel) donne, à partir de données normalisées, une vue d'ensemble de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les pays de l'O.C.D.E. au cours de la dernière décennie.

Les chiffres publiés concernent, en particulier, la population totale, les composantes de l'évolution démographique, la répartition par âge, la population active totale et civile, le chômage, ainsi que l'emploi (total et ventilé par branche d'activité et situation professionnelle, ainsi que par branche d'industrie dans le cas des salariés).

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays	F 3,60	FS 3	\$ 0,80	£ 0,27	DM 2,80
Abonnement pour la série	F 54	FS 43,20	\$ 11,80	£ 4,10	DM 35,70

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.